

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط

+ⵙⵔⵉⵙⵉⵜ ⵙⵓⵏⵏⵉⵙⵉⵜ | ⵙⵓⵏⵏⵉⵙⵉⵜ

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

Impact du Coronavirus sur la situation des enfants

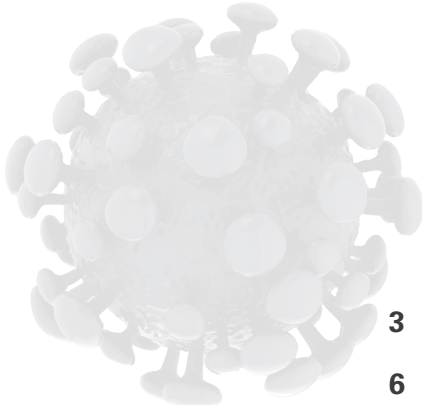
Crédit photo : UNICEF Maroc

**Enquête sur l'impact du Coronavirus
sur la situation économique, sociale et
psychologique des ménages marocains**

Octobre 2020

unicef 
pour chaque enfant

SOMMAIRE



Résumé exécutif	3
Introduction	6
1. Etat du confinement sanitaire chez les enfants	8
2. Etat des rapports sociaux des enfants pendant le confinement	13
3. Accès des enfants à l'enseignement à distance	21
4. Accès aux soins de santé	36
5. Conditions de vie des enfants dans le contexte de confinement	43
Conclusion	51



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au Maroc, comme partout dans le monde, la crise liée à la pandémie COVID-19 a eu des impacts réels sur la population et l'ensemble des secteurs sociaux. Dans ce sens, plusieurs enquêtes dans le monde se sont tournées vers l'étude de la situation des ménages et leur accès aux services publics en période de crise sanitaire. C'est le cas de l'enquête du Haut-Commissariat au Plan (HCP) qui représente la première de son genre à être lancée dans la région MENA. L'appréhension de la situation des enfants dans le contexte de cette crise sanitaire est forcément de nature à renseigner sur les besoins réels de cette tranche spécifique de la population.

Ainsi, le présent rapport porte sur l'impact de cette pandémie sur la situation des enfants dans différents domaines, notamment l'éducation, la santé, le comportement psychologique et la protection sociale en période de confinement. Cet impact a été donc approché à travers l'analyse des résultats de l'enquête panel du HCP sur les implications de la pandémie COVID-19 et les réponses mises en place sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages marocains.

S'agissant de l'impact sur les enfants, les résultats de cette enquête révèlent que **presque tous les enfants ont respecté le confinement sanitaire. Seuls 2,5% ont rompu ce confinement, la moitié pour jouer et le quart pour approvisionner le ménage en produits de base.** Les parents ont été suffisamment informés des symptômes de COVID-19. Ils ont également montré une large connaissance des principaux gestes barrières dont la désinfection régulière des mains, le port des masques et le respect des règles de la distanciation physique.

Le confinement a eu plusieurs impacts psychologiques sur les enfants dont l'anxiété, la peur, le sentiment d'être emprisonné à domicile, les comportements obsessionnels et les troubles de sommeil ou d'appétit.

En période de confinement, une personne âgée de 15 ans et plus sur 10 (9,3%) a consacré du temps pour les activités d'éducation ou de formation. En moyenne par jour, chaque personne a consacré 212 minutes à l'éducation. Rapporté à l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus, le temps moyen consacré aux activités d'éducation ou de formation est d'environ 20 minutes. Un peu moins des deux-tiers (62,4%) des marocains ont consacré du temps à la communication et la socialisation à travers internet et les réseaux sociaux, en particulier les jeunes de 18 à 24 ans (84,6%) et les enfants de moins de 18 ans (78,1%) et, enfin, 37,6% ont réservé de leur temps pour s'occuper des enfants.

Le temps moyen quotidien consacré pour chacune de ces occupations est, pour les travaux ménagers, de 2 heures 38 minutes avec d'énormes disparités selon le sexe, 4 heures 27 minutes pour les femmes contre 44 minutes seulement pour les hommes. **Pour ce qui est des activités de communication et de sociabilisation, 3 heures 5 minutes y sont consacrées par les jeunes de 18 à 24 ans, et 2 heures 40 minutes par les enfants de moins de 18 ans, contre une heure 4 minutes à l'échelle nationale.** Le temps consacré pour s'occuper des enfants est d'une heure 3 minutes, plus consistant chez les femmes avec une heures 20 minutes que les hommes avec seulement 46 minutes.

Pendant le confinement, les membres des ménages ont vécu des difficultés liées à la cohabitation avec les autres membres du ménage ou avec les voisins. Presque toutes les personnes âgées de 15 ans et plus (98%) ont déclaré avoir connu des moments difficiles ou ont eu des conflits avec les autres membres du ménage.

Les rapports au système d'enseignement ont été profondément chamboulés par les menaces inédites de la COVID-19. **Pendant le confinement, près de 84% des préscolarisés n'ont pas pu suivre les cours à distance. Le risque de ne pas suivre les cours à distances est significativement plus réduit parmi les ménages dirigés par une femme (77,5%) que parmi ceux dirigés par un homme (84,4%).**

Interrogés sur la raison principale pour laquelle l'enfant n'a pas suivi les cours à distance, les parents évoquent en premier lieu la méconnaissance de la disponibilité des canaux dédiés au téléenseignement à raison de 43,7%, 39,8% dans les villes et 45,5% à la campagne. Cette proportion est de 24% parmi les ménages aisés contre 45,5% pour le reste des ménages.

Au plan de l'enseignement primaire, précisément avant la décision du report ou de l'annulation des examens, 73,2% des scolarisés dans ce cycle ont suivi les cours à distance. Cette situation est fortement contrastée selon le secteur d'enseignement. Dans le secteur privé, 73,4% des enfants au primaire suivent régulièrement les cours à distance et 23% irrégulièrement, contre respectivement 28,8% et 40,5% pour leurs homologues du secteur public. L'abandon des cours à distance demeure limité dans le secteur privé (3,6%) et très élevé dans le secteur public (30,7%).

Après la décision du report ou d'annulation des examens, la part des élèves au primaire qui suivent les cours à distance est tombée à 53,5% à l'échelle nationale, 61,9% en milieu urbain et 42,7% en milieu rural. De même, cette décision a négativement impacté le rythme de suivi des cours. La proportion des élèves du primaire qui suivent les cours de façon régulière a baissé de 35,3% à 26%. En outre, 19,4% des scolarisés au primaire sont passés d'un suivi régulier à un suivi irrégulier et 11,4% ont carrément abandonné le téléenseignement.

S'agissant de l'enseignement secondaire collégial, 81,2% des élèves ont suivi des cours à distance en période de confinement, 41,9% de façon régulière et 39,3% de façon irrégulière. Selon le secteur d'enseignement, la totalité des élèves du privé ont suivi les cours à distance, 80,7% de façon régulière et 19,3% de façon irrégulière, et 79,8% des élèves du public, 38,8% de façon régulière et 41% de façon irrégulière. Cependant, **suite à la décision du report ou de l'annulation des examens, la part des élèves qui suivent les cours à distance a connu une forte baisse de 81,2% à 57,3% à l'échelle nationale, de 89,2% à 64% en milieu urbain et de 68,3% à 46,6% en milieu rural.**

Concernant l'enseignement secondaire qualifiant, 89,3% des lycéens ont suivi les cours à distance pendant le confinement sanitaire, 61,1% de façon régulière et 28,2% de façon irrégulière. Selon le secteur d'enseignement, 100% des élèves du privé ont suivi ces cours, 71,4% de façon régulière, contre 88,6% pour les élèves du public, 60,5% de façon régulière.

Suite à la décision du report ou de l'annulation des examens, la part des élèves qui suivent les cours à distance a reculé de 73,2% à 53,5% pour l'enseignement primaire et de 81,2% à 57,3% pour le collégial. Pour ce qui est du secondaire, 45,7% des lycéens déclarent une baisse du temps alloué aux cours et aux activités scolaires après cette décision, proportion plus élevée chez les garçons (52,7%) que les filles (39,5%) et sans différence significative entre les citadins et leurs pairs ruraux et entre le secteur public et le privé.

Dans ces conditions, la moitié des élèves au secondaire (49,9%) étaient motivés et intéressés par le téléenseignement, 25% soucieux de l'avenir de leurs études, 18,1% perturbés et gênés par ce type d'enseignement et 7% désintéressés. Par ailleurs, l'école à la maison a montré des difficultés d'assimilation pour près de la moitié des lycéens (48%) et d'addiction aux outils électroniques (16%). A contrario, pour 28,7% des lycéens, le téléenseignement n'a eu aucun impact sur eux.

Dans le domaine de la santé, les enfants étaient les plus touchés par le nonaccès aux services médicaux pendant durant le confinement. **Près de la moitié (47,1%) des enfants âgés de 6-17 ans**

ayant nécessité un suivi médical, tous services confondus, durant le confinement, n'ont pas pu accéder à ces services, 18,8% parmi les enfants de moins de 6 ans et 35,9% parmi l'ensemble de la population. Également, plus d'un enfant de moins de 6 ans sur dix (11,7%) n'a pas bénéficié de services de vaccination, 12,9% pour les enfants ruraux et 10,5% pour les citadins.

En ce qui concerne les services de santé maternelle et de santé reproductive, ils sont relativement plus accessibles par les personnes qui en avaient besoin pendant la période de confinement et cet accès s'est nettement amélioré entre le début de confinement et la fin du confinement. **Le non-recours aux services de santé maternelle et reproductive, s'est nettement réduit, durant cette période. C'est ainsi que le non-recours aux services de santé reproductive a reculé de 13 points de pourcentage entre le début de confinement et la fin du confinement passant de 33,8% à 20,8%. Pour le non-recours aux services de santé maternelle, il a atteint 29,8% au début contre 26,2% à la fin du confinement, soit une baisse de 3,6 points de pourcentage.**

Dans le domaine de l'emploi, **72,5% des ménages avec enfants ont eu parmi leurs membres un actif occupé qui a été contraint d'arrêter de travailler au temps de confinement.** Alors que le maintien de l'activité pour le reste des ménages a été accompagnée dans la majorité des cas par une baisse importante de leurs revenus.

Pour compenser la perte des revenus, les ménages avec enfants ont bénéficié de l'aide mise en place par les pouvoirs publics. A la date de cette enquête, plus de la moitié (55%) ont bénéficié de l'aide dans le cadre du programme RAMED et Taddamon-COVID-19 et 8% dans le cadre d'appui aux salariés du secteur privé formel à travers la CNSS.

En matière de respect des engagements financiers pendant la période de confinement, les ménages avec enfants ont éprouvé des difficultés à les respecter. **Dans l'ensemble 41,5% des ménages avec enfants ont déclaré être incapables de respecter au moins un de leurs engagements financiers (loyer, crédit logement, crédit à la consommation, frais des soins médicaux, frais de scolarité, facture d'eau et d'électricité et crédits auprès des épiciers).** Parmi les 16% des ménages avec enfants scolarisés dans le secteur privé, 34,9% ont été incapables de payer les frais de scolarité lors du confinement.

A young boy with short dark hair is sitting at a white desk in a warm, sunlit room. He is wearing a dark blue long-sleeved shirt with a pattern of orange and white fish. He is looking towards the right, eating a small yellow snack. In front of him is an open silver laptop. The background shows a window with white curtains, a wooden door, and a wooden chair with a basket on it. The overall atmosphere is cozy and bright.

Introduction

Dans le contexte de la pandémie COVID-19 qui s'étend au Maroc et dans le monde, même si les enfants contaminés par le coronavirus semblent développer moins de symptômes graves et présenter des taux de mortalité plus faibles que les personnes adultes, la crise du COVID-19 pourrait avoir des impacts négatifs de grande portée et à long terme sur la situation des enfants dans divers domaines de la vie.

Cette crise sanitaire a très rapidement touché l'économie du pays et le taux de pauvreté parmi certains segments de la population est susceptible d'augmenter fortement impactant toute la population, particulièrement les enfants. Les élèves ne vont plus en classe, les pertes d'emplois et de revenus, l'insécurité économique, les contraintes que subissent les familles, surtout celles qui vivent en quarantaine ou confinées sont susceptibles d'augmenter l'incidence des violences domestiques, le risque d'abandon scolaire, la fréquence du travail des enfants, et d'autres formes d'exploitation ou de privation.

Compte tenu du contexte difficile que traverse le pays, le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a réalisé une enquête nationale sur l'impact de la pandémie du Coronavirus sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages dont les principaux résultats ont été largement disséminés et mis en ligne sur son site¹. De par son mandat, le bureau de l'UNICEF au Maroc, suivant de près l'évolution de la crise et en particulier son impact sur les enfants vulnérables, a été associé à la mise en œuvre de cette enquête.

Les objectifs de l'enquête consistent à répondre au besoin en indicateurs statistiques précis, qui reflètent la réalité du terrain, afin de suivre la situation des ménages en période de confinement. Elle vise en finalité à mieux comprendre les impacts du Coronavirus afin d'aider à concevoir des réponses politiques appropriées.

Les questions sont relatives à l'expérience des enquêtés et leur connaissance du virus et de son impact sur leur emploi, sécurité alimentaire, accès aux services de santé et d'éducation, bien-être mental et transferts. Cette enquête a été réalisée par voie téléphonique, en tant que moyen de communication alternatif, auprès d'un échantillon représentatif aux niveaux national, urbain et rural.

L'objectif du présent rapport est de présenter l'analyse des résultats de l'enquête « impact socio-économique de la COVID-19 » relatifs aux questions de l'enfance.

A young girl with long dark hair, wearing a light-colored long-sleeved shirt, is shown from the chest up, leaning over a public water tap. She is washing her hands under a stream of water. The background is a plain, light-colored wall. The entire image has a warm, orange-toned overlay. The text '1. Etat du confinement sanitaire chez les enfants' is overlaid in white, bold, sans-serif font on the left side of the image.

1. Etat du confinement sanitaire chez les enfants

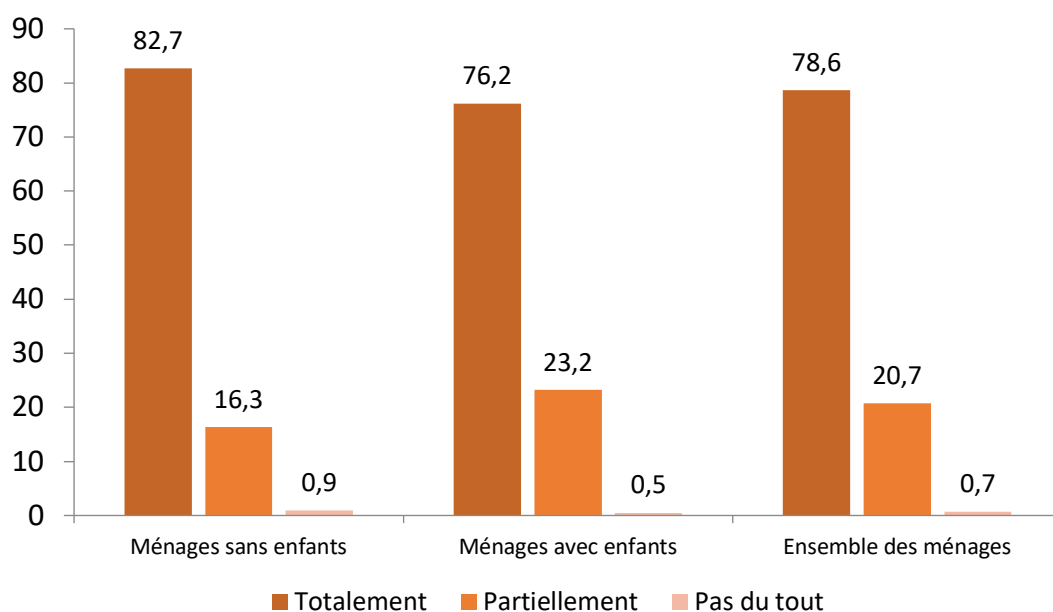
Cette section aborde la façon dont les enfants et leurs parents se sont comportés pendant le confinement sanitaire imposé par les autorités marocaines comme l'une des mesures visant à freiner la propagation de la pandémie. Il sera également question, dans cette partie, d'évaluer le degré de respect des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence, les personnes ayant rompu le confinement et les principales raisons de sortie du domicile ainsi que les précautions envisagées par les ménages pour se protéger contre le virus. On abordera également dans quelles mesures les parents sont sensibilisés et informés sur les symptômes de la maladie, leurs attitudes en cas d'apparition de signes suspects avant de conclure sur l'état de l'approvisionnement des ménages en produits d'hygiène et leurs perceptions des effets potentiels du confinement sanitaire sur l'état psychologique de leurs membres.

2.1 Respect de l'état d'urgence sanitaire

Les résultats de l'enquête font ressortir que 87,9% des ménages marocains se sont confinés depuis l'adoption de l'état d'urgence sanitaire ou de la fermeture des établissements d'enseignement ou de formation. Cette proportion est plus élevée chez les ménages ayant des enfants² avec 89,5% que chez les ménages sans enfants (85,1%).

Presque tous les ménages avec enfants (99,4%) ont respecté les mesures du confinement, 76,2% un respect total et 23,2% un respect partiel

Figure 1 : Degré de respect du confinement par les enfants



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

² On entend par ménage avec enfants, tout au long de ce travail, tous les ménages qui ont parmi leurs membres des enfants de moins de 18 ans.

2.2 Qui sont les enfants qui sortent de leur domicile pendant le confinement ?

Selon les résultats de l'enquête, il est à noter que les enfants ont presque tous respecté les mesures instaurées par les autorités marocaines limitant les déplacements et les sorties du domicile pendant le confinement sanitaire. En effet, seuls 2,3% des ménages ont déclaré que leurs enfants ont rompu le confinement en sortant, pour différentes raisons, de temps en temps du domicile. Cette proportion atteint ses niveaux les plus élevés parmi les ménages relevant des 20% les plus défavorisés avec 5,8%, les ruraux (4,6%), les ménages dont le chef est un exploitant ou un ouvrier agricole (4,1%) et parmi ceux dont le chef est sans niveau d'instruction (3,2%).

2.3 Les principales raisons de la rupture du confinement

Parmi l'ensemble des enfants de moins de 18 ans ayant rompu le confinement en sortant du domicile pour une raison ou une autre, près des deux-tiers (66%) résident en milieu rural, 61,2% appartiennent aux ménages dont le chef ne dispose d'aucun niveau d'enseignement et près de la moitié (48%) appartiennent aux 20% des ménages les plus défavorisés (premier quintile de dépenses).

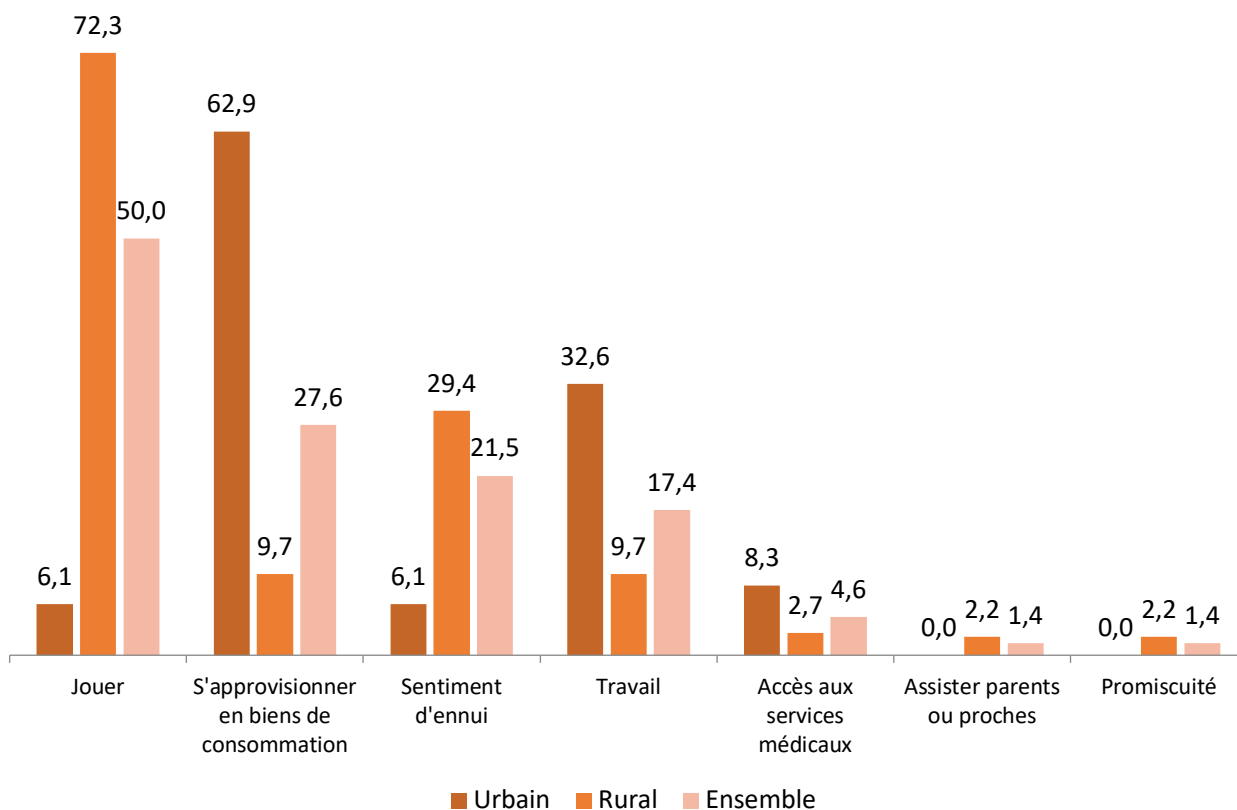
Les raisons qui justifient, selon les parents, les sorties de leurs enfants du domicile pendant la période du confinement sont diverses. Sortir pour jouer, constitue le premier motif de rupture du confinement pour 50% des enfants, plus particulièrement les ruraux pour lesquels cette proportion atteint 72,3% contre 6,1% pour les enfants résidant dans les villes.

Les sorties pour approvisionner le ménage en produits de consommation de base constituent la deuxième raison de rupture du confinement par les enfants avec une part de 27,6%, nettement plus élevée en milieu urbain (62,9%) qu'en milieu rural (9,7%).

D'autres raisons sont également évoquées dont le besoin de se divertir et d'atténuer le sentiment d'ennui avec 21,5% (29,6% en milieu rural contre 6,1% en milieu urbain), la nécessité d'aller au travail avec 17,4% (32,6% en milieu urbain contre 9,7% en milieu rural) et l'accès aux services et aux soins médicaux avec 4,6% (8,3% en milieu urbain contre 2,7% en milieu rural).

Il y a lieu de signaler qu'une infime minorité d'enfants (1,4%) justifient leurs sorties du domicile pendant le confinement par la promiscuité du logement.

Figure 2 : Principales raisons de rupture du confinement par les enfants



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

2.4 Les mesures préventives pour se protéger contre le COVID-19

Les parents des enfants de moins de 18 ans semblent être suffisamment informés des symptômes liés à la pandémie de COVID-19. Les signes les plus connus par les parents sont la fièvre avec une proportion de 89,7%, la toux sèche (76,9%), les difficultés respiratoires (63,5%), l'écoulement ou congestion nasale (26,1%) et la fatigue (23,1%). D'autres symptômes sont connus par les parents, mais à moindre mesure, dont la diarrhée pour 14,7%, les douleurs musculaires (10,3%), la perte de l'odorat (7,5%) ou encore celle de la dégustation (5,3%).

Interrogés sur les gestes barrières qu'ils ont appliqués pour se protéger contre le virus, les parents des enfants de moins de 18 ans ont cité plusieurs mesures. Les gestes les plus fréquemment adoptés par les ménages ayant des enfants sont le fait de se laver les mains régulièrement avec du savon pour 97,5% des cas, de porter des masques ou des bavettes (65%), d'éviter les poignées de mains et les salutations physiques (64,4%) et de sortir moins fréquemment du domicile (58,5%). D'autres mesures ont été citées avec des fréquences nettement moindres telles que le respect de la distanciation physique (48,4%), l'évitement des points de vente (30,8%), le port de gants (5,9%) ou le travail à domicile ou télétravail (3,3%). Il est à noter que ces gestes sont adoptés avec pratiquement les mêmes fréquences chez les ménages n'ayant pas d'enfants de moins de 18 ans parmi leurs membres.

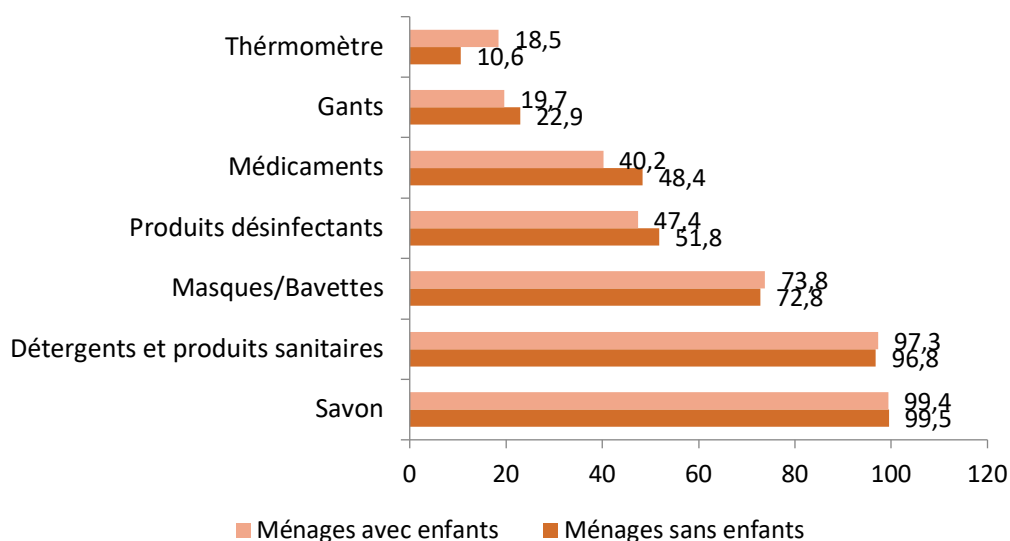
2.5 Attitudes en cas d'apparition des signes suspects du coronavirus

En cas d'apparition de signes suspects du virus, deux démarches sont principalement envisagées par les ménages ayant des enfants. Plus des trois-quarts d'entre eux (77,7%) envisageraient de rester chez eux et d'appeler les services de santé concernés par le biais des numéros d'alerte mis par les autorités sanitaires à la disposition des citoyens. En second lieu, les ménages avec enfants compteraient se rendre à l'hôpital ou à un centre de santé pour 13,8% des cas. Ces proportions sont quasiment de même ordre de grandeur pour les ménages n'ayant pas d'enfants de moins de 18 ans avec respectivement 72,1% et 17,8%.

2.6 État de l'approvisionnement des ménages en produits d'hygiène

Les résultats des deux panels ont permis d'établir l'évolution du niveau de disponibilité, pour les ménages et les enfants, de certains produits d'hygiène, notamment les thermomètres et les gants. Ces résultats ne font ressortir aucune disparité notable en matière de disponibilité des produits d'hygiène entre les ménages ayant des enfants et ceux n'ayant aucun enfant de moins de 18 ans parmi leurs membres.

Figure 3 : Niveau de disponibilité des produits d'hygiène lors du deuxième panel



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Selon les produits, au début de confinement, trois niveaux de disponibilités peuvent être relevés. Les produits à forts niveaux de disponibilité dont le savon, disponible pour 99,4% des ménages ayant des enfants (96,6% en quantités suffisantes et 2,8% en quantités insuffisantes), les détergents et produits sanitaires pour 97,3% (91,8% en quantités suffisantes et 5,5% en quantités insuffisantes) et les masques ou bavettes pour 73,8% (31,7% en quantités suffisantes et 42,1% en quantités insuffisantes).

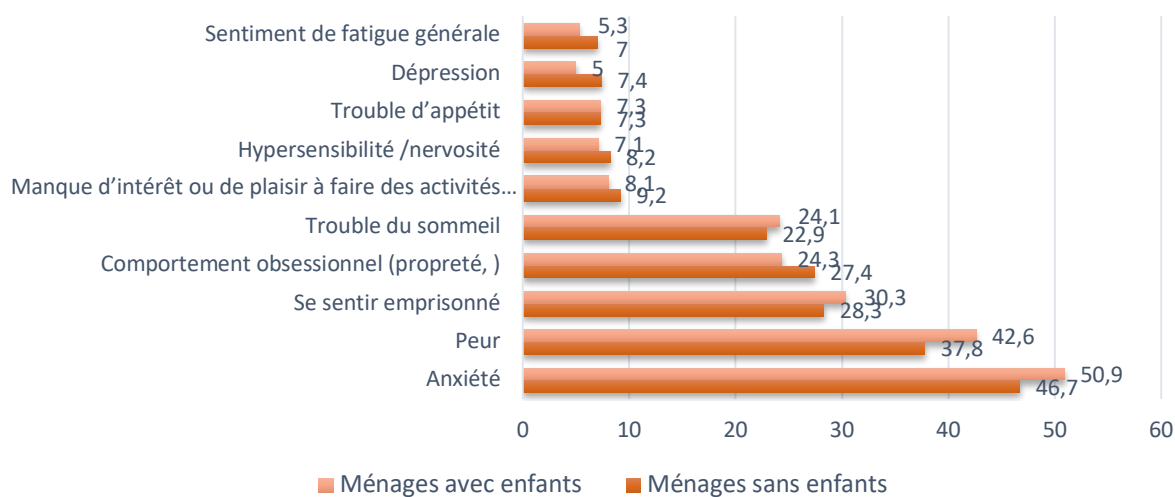
Les produits à disponibilité moyenne sont les produits désinfectants avec 47,4% (38% en quantités suffisantes et 9,4% en quantités insuffisantes), et les médicaments avec 40,2% (31,7% en quantités suffisantes et 8,5% en quantités insuffisantes). Enfin, les produits d'hygiène à faible disponibilité sont les gants avec 19,7% (14,3% en quantités suffisantes et 5,4% en quantités insuffisantes) et le thermomètre pour 18,5% (17,5% en quantités suffisantes et 1% en quantités insuffisantes). La disponibilité des produits d'hygiène s'est nettement améliorée, à la veille du dé-confinement. En effet, la totalité des ménages marocains avec enfants, disposaient de bavettes (97,5%) et 66,3% disposaient de gel désinfectant, soit 23,7 et 18,9 points de pourcentage de plus qu'au moment de confinement.

Les ménages ayant des enfants révèlent, comme raison principale de non-disponibilité du thermomètre, le fait qu'ils n'ont pas cherché à s'en procurer pour 89,3% des cas et le manque d'argent pour 9,5%. Concernant les raisons d'indisponibilité des gants, les ménages les attribuent en premier lieu au fait qu'ils n'en avaient pas besoin pour 78,9%, à la forte demande de la part des consommateurs en deuxième lieu pour 13,2% et, enfin, au manque d'argent pour 4,3%.

2.7 Les principaux effets du confinement sur l'état psychologique des ménages

Les ménages ayant des enfants ont déclaré que le confinement sanitaire a eu d'importants impacts psychologiques sur les membres du ménage, en particulier les enfants. Ils ont, ainsi, cité plusieurs effets psychologiques dont l'anxiété pour la moitié des ménages (50,9%), la peur (42,6%), le sentiment d'être emprisonné à domicile (30,3%), les comportements obsessionnels (24,3%) et les troubles de sommeil ou d'appétit (24,1%). D'autres effets ont été également ressentis par ces ménages mais avec des degrés moindres, dont le manque d'intérêt ou de plaisir pour exercer les activités habituelles (8,1%), l'hypersensibilité ou nervosité (7,1%), le sentiment de fatigue générale (5,3%) et la dépression (5,0%).

Figure 4 : Effets psychologiques du confinement sur les enfants



Source : HCP – 2ème Panel – Enquête Ménages COVID-19

A young boy in a red and white cap and jacket stands on a bridge with a woman in a pink headscarf in the background, with a mosque in the distance.

2. Etat des rapports sociaux des enfants pendant le confinement

Dans cette deuxième section l'analyse porte sur l'emploi du temps de la population adulte en général et des enfants en particulier au temps du confinement sanitaire. L'accent est mis, notamment, sur le temps moyen consacré par les personnes adultes et par les enfants aux principales activités exercées pendant le confinement telles que l'éducation ou formation, les travaux ménagers, l'accompagnement scolaire des enfants, s'occuper des enfants, la communication et socialisation, etc. L'accent est également mis sur la comparaison du temps consacré à ces différentes activités pendant et avant le confinement. Enfin, on traitera, dans ce chapitre, des problèmes et difficultés vécus pendant le confinement en identifiant les personnes avec qui les enfants ont vécu des situations de conflit.

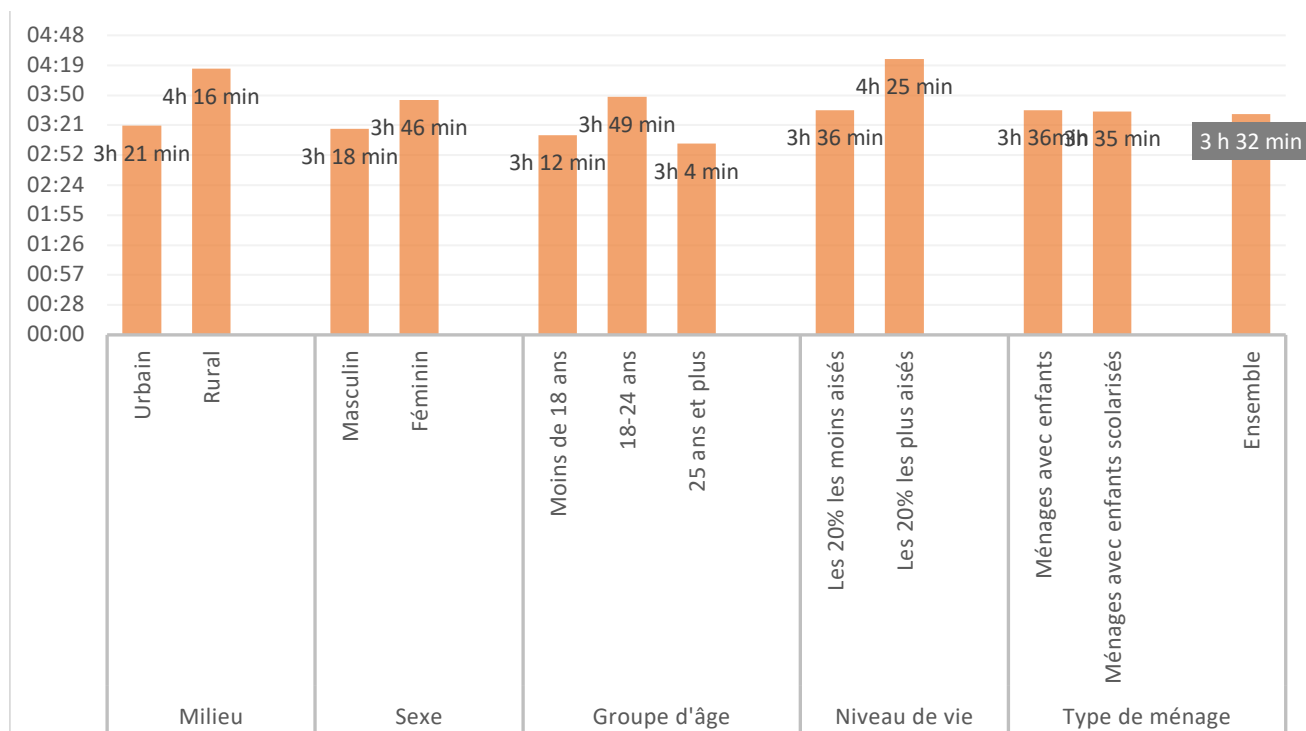
3.1 Temps consacré par les enfants, pendant le confinement, à l'éducation et formation

Au sens de l'enquête, les personnes de 15 ans et plus concernées par l'éducation ou la formation sont celles qui suivaient des cours de l'enseignement général durant l'année scolaire 2019/2020. Elles représentent, selon les résultats de l'enquête, 9,3% de l'ensemble des adultes âgés de 15 ans et

plus, 11,4% en milieu urbain contre 5,3% en milieu rural. Cette proportion atteint 70,7% parmi les enfants de 15 à 17 ans, 30,6% parmi les jeunes de 18 à 24 ans et 0,5% seulement parmi les adultes âgés de 25 ans et plus. Elle est également plus élevée parmi les 20% des ménages les plus aisés avec 11,1% que ceux des 20% les plus défavorisés (6,6%) et pour les ménages ayant des enfants de moins de 18 ans scolarisés (13%) plus que ceux ayant des enfants de moins de 18 ans (10,9%).

Le temps moyen consacré aux activités scolaires, par toutes les personnes scolarisées par l'éducation est de l'ordre de 3h32mn. Ce temps moyen est plus consistant à la campagne (4h16mn) que dans les villes (3h21mn). Il est également plus élevé chez les filles avec 3h46mn que chez les garçons (3h18mn). Il passe de 3h12mn pour les enfants âgés de moins de 18 ans à 3h49mn pour les jeunes de 18 à 24 ans et de 3h36mn parmi les 20% des ménages les moins défavorisés à 4h25mn parmi les 20% des ménages les plus aisés. Par contre, il semble que cet indicateur ne varie pas sensiblement selon que le ménage comporte des enfants scolarisés ou pas avec respectivement 3h35mn et 3h36mn.

Figure 5 : Temps moyen par jour consacré à l'éducation par toutes les personnes en cours de scolarisation (en Heures, minutes)



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

3.2 Temps consacré par les enfants, pendant le confinement, aux travaux domestiques

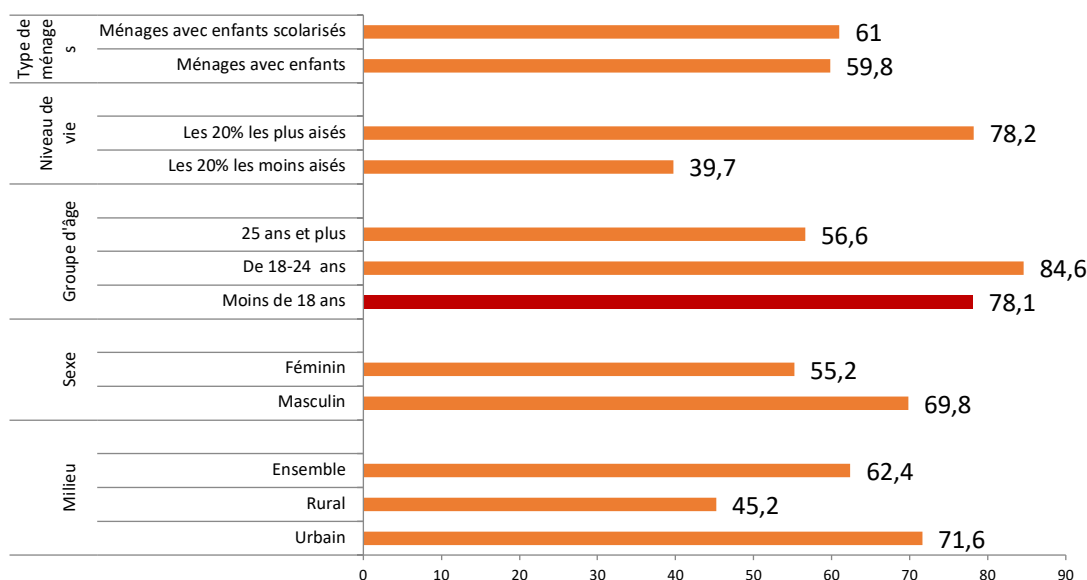
Près de 7 personnes âgées de 15 ans et plus sur 10 (69,9%) ont déclaré avoir consacré du temps pour faire des travaux ménagers en période de confinement, les femmes avec 94,4%, plus que les hommes (44,6%), et les citadins (72,9%) plus que les ruraux (64,4%). Cette proportion passe de 61,4% parmi les enfants de moins de 18 ans à 71,1% parmi les adultes de 25 ans et plus, de 62,4% chez les 20% des ménages les plus pauvres à 77% chez les 20% les plus aisés.

En moyenne, chaque enfant consacre 1h24mn pour les travaux ménagers ou domestiques, contre 2h51mn pour les adultes de 25 ans et plus, soit 50% de moins. Au niveau de l'ensemble de la population adulte, ce temps atteint 2h38 mn au niveau national, 2h34mn pour les citadins et 2h44mn pour les ruraux, il est six fois plus élevé parmi les femmes (4h27mn) que parmi les hommes (44mn). Ce temps moyen ne varie pas significativement selon le premier et le dernier quintile de dépenses (respectivement 2h38mn et 2h37mn) ni selon le fait que le ménage a des enfants scolarisés ou pas (respectivement 2h42mn et 2h43mn).

3.3 Temps consacré par les enfants, pendant le confinement, à la communication

Lors du confinement sanitaire, 78,1% des enfants de moins de 18 ans (contre 62,4% pour toute la population) ont déclaré avoir consacré du temps à des activités de communication et de loisir telles que les jeux électroniques (Smartphones, ordinateurs, tablettes, etc.), la navigation sur internet ou les activités pratiquées sur les réseaux sociaux. Cette proportion est plus élevée, notamment, parmi les jeunes âgés de 18 à 24 ans avec 84,6%. Elle atteint 71,6% dans les villes contre 45,2% en milieu rural, 69,8% parmi les hommes contre 55,2% parmi les femmes, 78,2% pour les ménages relevant du dernier quintile de dépenses (20% des ménages les plus aisés) contre 39,7% parmi les personnes relevant des 20% des ménages les plus pauvres. Elle enregistre également 61% au niveau des ménages ayant des enfants scolarisés contre 59,8% au niveau de ceux n'ayant pas d'enfants de moins de 18 ans scolarisés.

Figure 6 : Proportion des personnes pratiquant des activités de communication pendant le confinement sanitaire (en %)



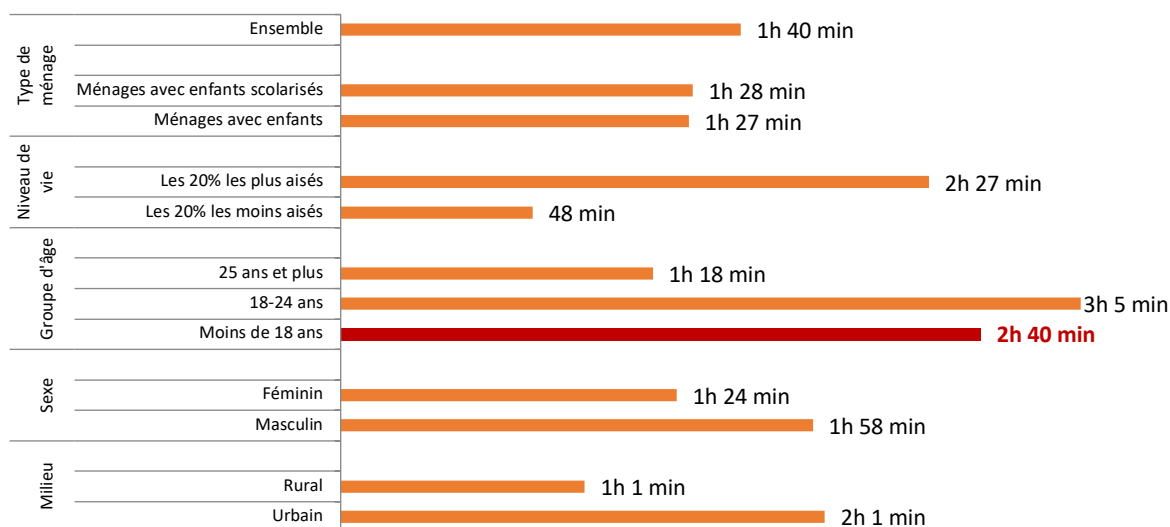
Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

En moyenne, ces personnes ont passé 1h4mn chaque jour dans la pratique des activités de communication, de jeu, de divertissement et de loisir. Les catégories de population qui passent plus de temps dans ces activités sont les jeunes âgés de 18 à 24 ans avec un temps moyen quotidien de 3h5mn suivis des enfants de moins de 18 ans avec un temps moyen de 2h40mn, des personnes relevant des 20% des ménages les plus aisés avec 2h27, des citadins (2h01mn) et des hommes (1h58mn). Les personnes qui consacrent moins

de temps à ces activités sont les personnes appartenant aux 20% des ménages les plus pauvres avec 48mn seulement, les ruraux avec 1 heure et 1 minute, les adultes de 25 ans et plus avec 1h18mn et les femmes avec 1h24mn.

Cet indicateur ne semble pas varier selon que le ménage comporte des enfants de moins de 18 ans scolarisés ou pas, avec respectivement 1h28mn et 1h27mn.

Figure 7 : Temps moyen journalier consacré par les membres du ménage aux travaux domestiques (en heures, minutes)



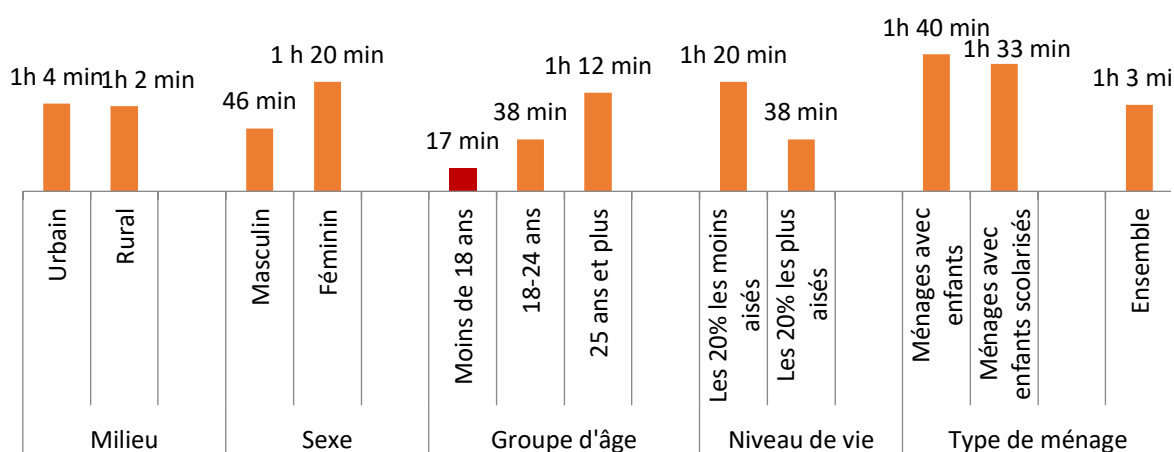
Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

3.4 Temps consacré par les adultes pour s'occuper des enfants

Un peu plus du tiers de la population ont fait savoir qu'ils ont réservé du temps pour s'occuper de leurs enfants lors du confinement sanitaire, les ruraux (37,9%) plus que les citadins (35,2%), les femmes (39,6%) plus que les hommes et les adultes de 25 ans et au-delà (40,8%) plus que les jeunes de 18 à 24 ans (21,7%). La part des personnes qui s'occupaient des enfants est également nettement plus importante parmi les individus relevant des 20% des ménages les plus défavorisés avec 49,1% que parmi ceux relevant des 20% des ménages les plus aisés avec une part de 22,9%. Par contre, le fait que le ménage comporte des enfants de moins de 18 ans scolarisés ou pas n'impacte pas significativement l'action de s'occuper des enfants lors du confinement, avec respectivement 56% et 56,9%.

Le temps mis quotidiennement, en moyenne, pour s'occuper des enfants est de l'ordre d'une heure et 3 minutes. Les femmes consacrent plus de temps à cette activité, soit 1h20mn que les hommes (46mn), les adultes âgés de 25 ans et plus avec 1h12mn plus que les jeunes de 18 à 24 ans et les membres des 20% des ménages les plus pauvres 1h20mn plus que ceux des 20% des ménages les plus aisés 38mn. Selon le milieu de résidence et le fait que le ménage comporte ou non des enfants de moins de 18 ans scolarisés, cette proportion ne varie pas d'une façon significative avec respectivement des durées moyennes de 1h4mn, 1h2mn, 1h40mn et 1h33mn.

Figure 8 : Temps moyen consacré par la population pour s'occuper des enfants (en Heures, minutes)



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

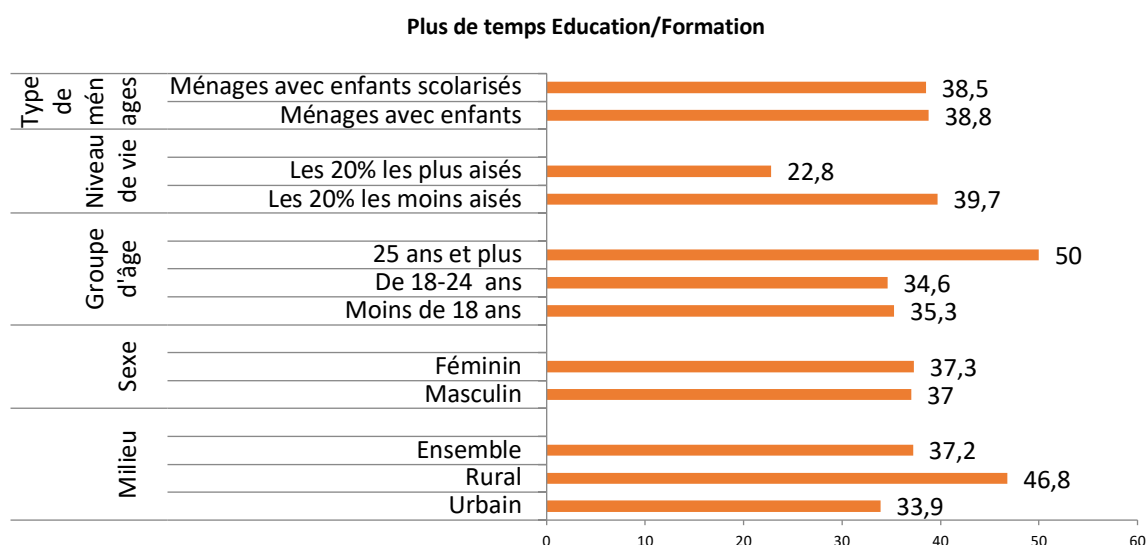
3.5 Comparaison du temps consacré à l'éducation, travaux domestiques, à l'accompagnement scolaire, à s'occuper des enfants et à la communication

Education, formation

Dans l'ensemble, 37,2% des personnes en cours de scolarisation ou de formation ont consacré plus de temps aux activités liées à l'éducation ou formation

pendant le confinement en comparaison avec la période d'avant confinement. Cette proportion est plus élevée parmi les ruraux (46,8%), les personnes relevant des ménages pauvres (39,7%) et les ménages avec enfants de moins de 18 ans scolarisés (38,5%). Elle est inférieure à la moyenne nationale au niveau des personnes appartenant aux ménages les plus aisés (22,8%), parmi les citadins (33,9%), les jeunes de 18 à 24 ans (34,6%) et les enfants de moins de 18 ans (35,3%).

Figure 9: Personnes qui consacrent plus de temps aux activités d'éducation ou de formation (en %)



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

D'un autre côté, 37,9% des personnes en scolarisation ont consacré moins de temps aux activités d'éducation ou de formation pendant le confinement. Il s'agit, notamment des filles (47,8%), des enfants de moins de 18 ans (45,6%), des citadins (39,8%) et des ménages avec ou sans enfants de moins de 18 ans scolarisés, respectivement 38,6% et 38,4%.

On relève, par ailleurs, que 22,6% des personnes scolarisées ont consacré à l'éducation ou formation, lors du confinement sanitaire, le même temps qu'ils avaient l'habitude de faire avant le confinement. Les personnes qui ont gardé une certaine constance en ce qui concerne le temps consacré aux activités d'éducation ou de formation sont, notamment, celles relevant des 20% des ménages les plus aisés (40,8%), les hommes (31,5%) et les jeunes de 18 à 24 ans (27,1%).

Travaux domestiques

Selon les résultats de l'enquête, il est à noter que 7,4% de marocains ont exercé, pendant le confinement, des activités liées aux travaux domestiques qu'ils n'avaient pas l'habitude de faire auparavant. Cette proportion atteint ses niveaux les plus élevés parmi les hommes (19,4%), les enfants de moins de 18 ans (11,7%) et les jeunes de 18 à 24 ans (11,4%). Elle atteint son niveau le plus bas parmi les femmes (1,9%).

Près de la moitié de la population (47,5%) ont consacré, aux travaux ménagers, le même temps qu'auparavant, particulièrement parmi les personnes appartenant aux 20% des ménages les plus défavorisés (56,6%), les femmes (54,7%), les ruraux (54,4%) et les adultes de 25 ans et plus (50,6%).

Un peu plus du tiers de la population (37,8%) ont consacré plus de temps aux travaux domestiques en comparaison avec la période d'avant confinement. Dans cette catégorie, les adultes âgés de 25 ans et plus viennent en première position avec 48% suivis des hommes (40,3%), des citadins (39,2%) et des personnes appartenant aux ménages avec enfants de moins de 18 ans (39,0%).

Enfin, pendant le confinement 7,4% des marocains ont consacré, aux travaux domestiques, moins de temps qu'ils avaient l'habitude de leur réserver. Les catégories de la population les plus concernées sont les enfants de moins de 18 ans (14,5%), les personnes appartenant aux 20% des ménages les plus défavorisés (12,6%), les citadins (9,2%) et les hommes (8,4%).

Accompagnement scolaire des enfants

Le confinement sanitaire a été une occasion pour certaines catégories de la population d'accompagner, pour la première fois, les enfants scolarisés dans leur éducation ou formation. En effet, 8,8% ont déclaré avoir exercé des activités d'accompagnement scolaire de leurs enfants qu'ils n'avaient pas l'habitude de faire auparavant. Dans cette catégorie, on retrouve, notamment, les enfants de moins de 18 ans avec 21,4%, les personnes appartenant aux 20% des ménages les plus aisés (14,6%) et les hommes (10,4%).

Près de la moitié des personnes enquêtées (47,5%) font savoir qu'ils ont consacré plus de temps qu'auparavant à l'accompagnement des enfants dans leur scolarité, 31,3% ont consacré à ces activités le même temps et 12,4% moins de temps.

S'occuper des enfants

Pendant le confinement sanitaire, près de la moitié des marocains (46,5%) ont consacré, plus de temps qu'auparavant pour s'occuper de leurs enfants. Parmi les catégories ayant consacré plus de temps à ce type d'activités qu'auparavant, on retrouve, notamment, les hommes avec 57%, les jeunes de 18 à 24 ans (54,4%), les enfants de moins de 18 ans (52,4%) et les personnes appartenant aux 20% des ménages les plus aisés (49,2%).

Plus de 4 personnes sur 10 (43,4%) ont consacré autant qu'auparavant pour s'occuper de leurs enfants, notamment parmi les femmes (55,8%), les personnes relevant des ménages pauvres (49,1%) et les ruraux (46,6%).

Une proportion non moins négligeable de l'ordre de 6,7% ont, toutefois, consacré moins de temps qu'avant la période de confinement à ce type d'activité, proportion qui s'élève à 9,5% parmi les hommes et à 9,1% parmi les enfants de moins de 18 ans.

Enfin, il y'a lieu de signaler que, pour 3,4% de marocains, s'occuper des enfants est une activité exercée pour la première fois lors du confinement, notamment chez les jeunes de 18 à 24 ans et les hommes (5,6%).

Communication, socialisation

Selon les résultats de l'enquête, force est de relever que plus de la moitié des enfants (55,1%) ont déclaré avoir consacré, pendant le confinement sanitaire, plus de temps qu'auparavant pour exercer des activités de communication ou de loisir telles que les jeux sur Smartphones, ordinateurs

ou tablettes, la navigation sur internet, les activités pratiquées sur les réseaux sociaux, etc., soit la part la plus élevée parmi toutes les autres catégories de la population. En effet, cette part s'élève à 51,6% au niveau national, 54,2% pour les jeunes de 18 à 24 ans, 53,3% pour les hommes et 50,4% pour les adultes de 25 ans et plus.

S'agissant de la part des enfants de 15-17 ans qui ont consacré moins de temps qu'auparavant à la communication et socialisation, elle s'élève à 12,3%, soit également la part la plus élevée que les autres catégories de la population.

3.6 Difficultés vécues par les enfants pendant le confinement (différence des rythmes de la vie quotidienne avec les membres du ménage, promiscuité...)

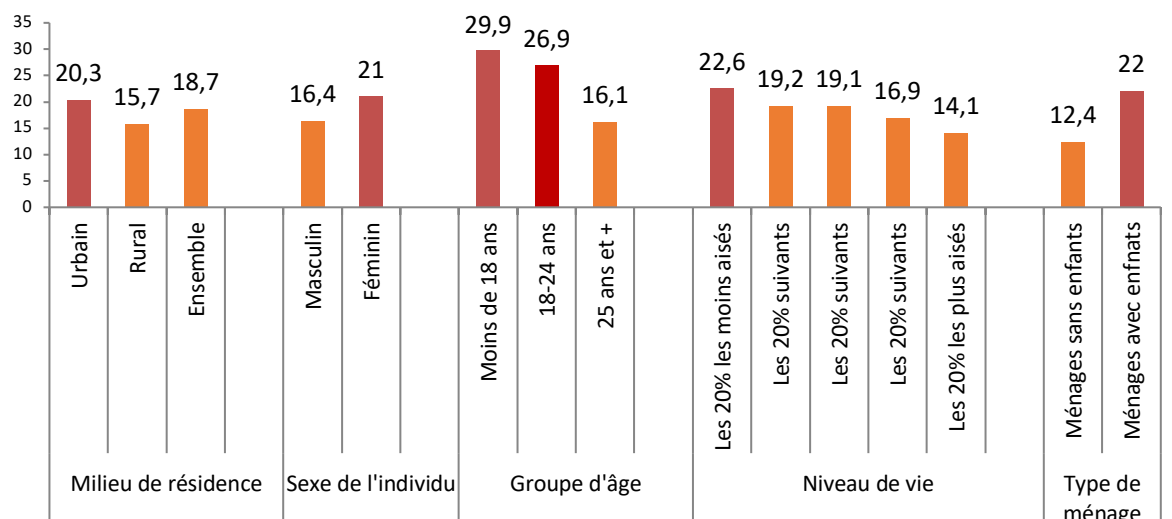
Pendant le confinement, 44,7% des enfants déclarent avoir vécu des différences de rythme de la vie quotidienne avec les autres membres du ménage contre 30,7% pour la population âgée de 15 ans et plus. Cette proportion est plus élevée parmi les personnes vivant dans les ménages avec enfants (33,3%) que parmi celles vivant dans des

ménages sans enfants (25,7%), les citadins (33%) plus que les ruraux (26,5), et les jeunes de 18 à 24 ans (38,4%) plus que les adultes de 25 ans et plus (28,1%).

La promiscuité et l'absence d'intimité ont également impacté le quotidien de la population infantile durant le confinement plus que le reste de la population. En effet, 29,9% des enfants de 15-17 ans souffrent de cette situation, contre 26,9% pour les jeunes de 18-24 ans et seulement 16,1% pour les adultes de 25 ans et plus. A l'échelle nationale, près d'une personne âgée de 15 ans et plus sur cinq (18,7%) déclare souffrir de la promiscuité et de l'absence d'intimité durant cette période, les femmes avec 21% plus que les hommes (16,4%), les citadins avec 20,3% plus que les ruraux (15,7%), les 20% les plus défavorisés avec 22,6% plus que les 20% les plus aisés (14,1%).

D'un autre côté, les personnes relevant des ménages avec enfants sont les plus touchés par la promiscuité du logement et le manque d'intimité avec 22% plus que celles relevant des ménages sans enfants (12,4%).

Figure 10 : Part de la population adulte souffrant de la promiscuité et du manque d'intimité pendant le confinement (en %)



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

L'exercice des activités quotidiennes liées aux études, au travail professionnel et aux travaux ménagers, a été également perturbé pendant le confinement. Plus d'une personne sur 6 (17,7%) ont déclaré avoir eu des difficultés à exercer leurs activités quotidiennes en présence d'autres membres du ménage.

Cette proportion atteint son niveau le plus élevé parmi les enfants avec 40,9%. Elle enregistre des niveaux intermédiaires chez les femmes avec 23,3% contre 11,9% chez les hommes et parmi les citadins avec 18,8% contre 15,5% parmi les ruraux.

S'agissant des relations avec les voisins, 9,3% des enfants de 15-17 ans déclarent avoir des problèmes avec leurs voisins pendant le confinement. Cette proportion est plus prononcée parmi les jeunes de 18-24 ans (12,0%) et parmi les citadins (13,5%) que les ruraux (6,8%) et peu différenciée selon les autres caractéristiques (sexe, niveau de vie, etc.).

Parmi l'ensemble de la population marocaine âgée de 15 ans et plus et vivant dans des ménages avec enfants, 20,0% déclarent que leur charge en travaux ménagers a augmenté pendant le confinement, contre seulement 13,4% pour ceux vivant dans des ménages sans enfants. D'une manière globale, les femmes souffrent de cette surcharge des travaux domestiques plus que les hommes avec respectivement 27% et 7,9%, les citadins avec 19% plus que les ruraux (15,1%) et la population adulte de 25 ans et plus (18,4%) plus que les enfants de 15-17 ans (7,4%).

3.7 Exposition des enfants aux situations de conflit pendant le confinement

Selon les résultats de l'enquête, la période du confinement sanitaire a connu des tensions et des moments difficiles entre les différents membres des ménages. En effet, près de 98% ont déclaré avoir connu des moments difficiles et des conflits avec les autres membres du ménage.

Les trois-quarts des situations de conflits ou de moments difficiles pendant le confinement sont enregistrés entre époux, avec une part de 74,1%. Ce constat est relativement plus prononcé chez les couples de la classe sociale des 20% les plus aisés avec 81,4%, parmi les hommes (77,2%), les ruraux (76,8%), les adultes âgés de 25 ans et plus (75,6%) et les personnes relevant des 20% des ménages les plus défavorisés (74,4%). Cette proportion ne varie pas significativement selon le fait que le ménage comporte ou non des enfants de moins de 18 ans scolarisés, avec respectivement 69,7% et 70%.

Les tensions ou conflits avec les parents ou beaux-parents membres du ménage viennent loin derrière en deuxième position avec une part de 8,6%. Ce type de conflits est plus fréquent surtout au sein des ménages avec des enfants de moins de 18 ans avec une part de 11,1%, des 20% des ménages les plus pauvres (10,7%), des ménages avec des enfants de moins de 18 ans scolarisés (10,5%) et des adultes de 25 ans et plus (10,4%).

3. Accès des enfants à l'enseignement à distance

Au niveau de cette section, il s'agit essentiellement de l'analyse de l'impact de la crise COVID-19 sur la continuité de la scolarité, en évaluant le suivi des cours à distance pour les différents cycles, préscolaire, primaire et secondaire. L'analyse porte également sur les difficultés rencontrées par les parents et par les élèves pour le suivi des cours, les principaux canaux utilisés ainsi que l'impact du report ou de l'annulation des examens sur la régularité du déroulement des cours.

Les rapports au système d'enseignement ont été profondément chamboulés par les menaces inédites de la pandémie COVID-19. Près de 9,2 millions d'élèves et d'étudiants ont été privés des cours en mode présentiel, y compris les préscolarisés qui n'ont pas pu achever leur cycle de formation préscolaire ou leur première année d'éducation, considérés comme clés de la réussite scolaire (HCP, 2020).

Cette situation survient dans un contexte marqué par la prégnance des inégalités des chances scolaires qui se convertissent en inégalités vis-à-vis du devenir social. Il est à rappeler que ces inégalités expliquent près de 26% des inégalités d'accès au préscolaire, 15% à l'enseignement secondaire collégial, 28% à l'enseignement secondaire qualifiant et 32% à l'enseignement supérieur (HCP, 20183). La pandémie qui sévit actuellement risque d'aggraver encore davantage cette situation si des mesures correctives ne sont pas prises pour éliminer les causes potentielles d'une « catastrophe générationnelle ».

Bien que la stratégie du téléenseignement, mise en œuvre par le ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, s'avère à même de réduire les effets d'un tel changement, force est de constater que le basculement vers les alternatives en ligne a ébranlé la situation d'apprentissage, perturbé la journée type de parents et poussé le corps enseignant à faire preuve d'une grande créativité.

Les résultats du panel COVID-19 du HCP (2020) ont montré que les parents et les femmes en particulier ont consacré plus de temps pour s'occuper des enfants et les soutenir à suivre les cours à distance.

De même, en dépit des efforts du téléenseignement via la télévision et l'internet, beaucoup d'élèves n'ont pas suivi les cours à distance ou les ont suivis irrégulièrement, notamment pour les enfants défavorisés.

A ce stade de la crise sanitaire, et avant la rentrée scolaire, l'analyse des facteurs discriminants en termes d'accès au téléenseignement s'avère primordial pour appuyer l'analyse de l'impact des effets économiques et sociaux induits par le confinement sur la situation des élèves et sur leurs études aux cycles de l'enseignement préscolaire, primaire, collégial et secondaire, et contribuer à endiguer l'exacerbation de cette crise sanitaire sur les retombées susceptibles d'affecter l'apprentissage, l'abandon scolaire et les inégalités des chances scolaires.

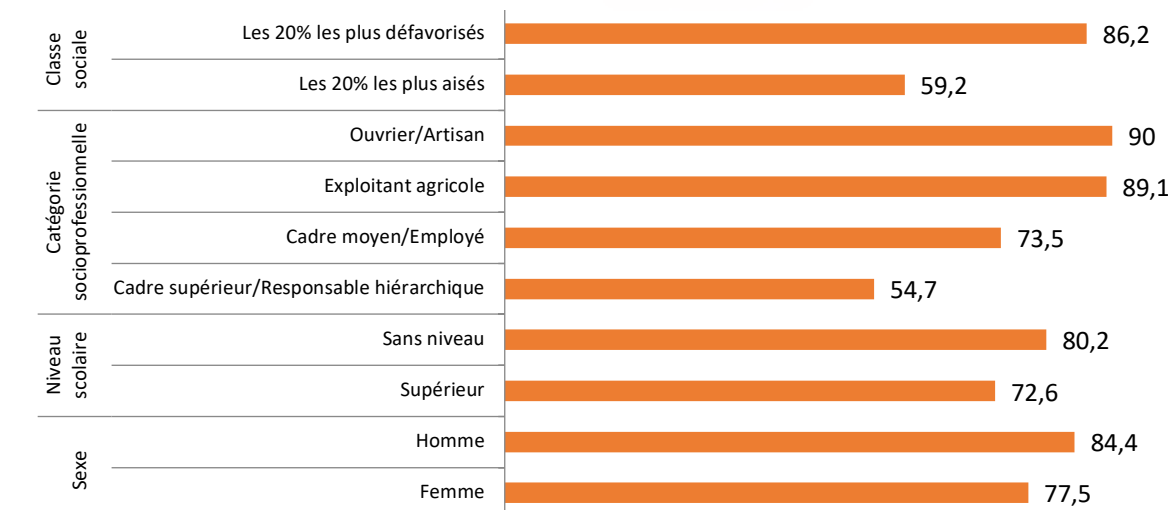
4.1 Le suivi des cours à distance : Cas du préscolaire

Les résultats de l'enquête panel sur l'impact de la pandémie COVID-19, ont révélé que près de 1,5 million enfants avaient l'âge d'intégrer le préscolaire mais seulement 50,4% ont été déclarés préscolarisés au cours de l'année scolaire 2019-2020. Par sexe, le taux de préscolarisation est de 51,7% pour les garçons et de 49,4% pour les filles.

Pendant le confinement, près de 84% des préscolarisés n'ont pas pu suivre les cours à distance. Ce manque à gagner est plus prononcé en milieu rural (94,6%) qu'en milieu urbain (79,1%) et concerne plus les garçons (86,8%) que les filles (80,7%). Par classe sociale, cette proportion va de 59,2% pour la classe des 20% des ménages les plus aisés à 86,2% pour le reste de la population et à 88,4% pour les 20% les plus défavorisés.

Le risque de ne pas suivre les cours à distances est significativement plus réduit parmi les ménages dirigés par une femme (77,5%), contre 84,4% parmi ceux dirigés par un homme. Cet écart est plus prononcé en milieu rural, 81,1% contre 96,6%, qu'en milieu urbain, 76% contre 79,6%.

Figure 11 : Risque de ne pas suivre les cours à distance par caractéristiques socioéconomiques du chef de ménage (en %)

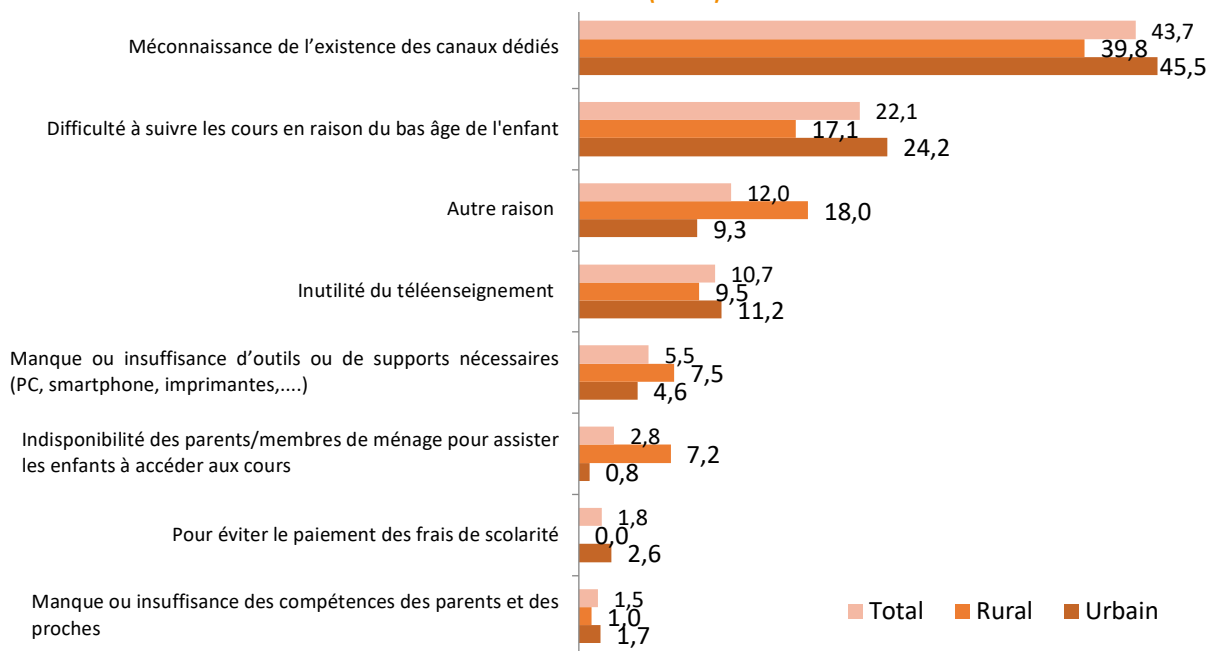


Source: HCP-2020, 2^{ème} panel COVID-19

D'autres caractéristiques socioéconomiques réduisent ce risque, en l'occurrence le niveau scolaire et la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage. Globalement, il est de 72,6% pour un enfant dont le père a un niveau d'études supérieur contre 80,2% pour un enfant dont le père n'a jamais été à l'école. Ces proportions sont respectivement de 66,5% et 80,2% en milieu urbain. Ce risque est plus réduit pour un enfant dont le père est cadre supérieur ou responsable hiérarchique (54,7%) que pour un enfant dont le père est ouvrier qualifié, artisan ou manœuvre (90,0%), exploitant agricole (89,1%), ou employé/cadre moyen (73,5%).

Dans le contexte du confinement, ces comparaisons laissent penser que les pertes de revenus inhérentes à l'arrêt de travail temporaire et/ou la modestie du revenu parmi les ménages concernés vis-à-vis des charges de préscolarisation peuvent expliquer le non recours au téléenseignement particulièrement dans le secteur privé qui assure près de 95% de l'enseignement préscolaire. Toutefois, la raison principale se révèle toute autre lorsque les parents sont interrogés à ce propos.

Figure 12 : Raison principale pour ne pas avoir suivi les cours à distance (en%)



Source: HCP-2020, 2^{ème} panel COVID-19

En effet, interrogés sur la raison principale pour laquelle l'enfant n'a pas suivi les cours à distance, les parents évoquent en premier lieu la méconnaissance de la disponibilité des canaux dédiés au téléenseignement à raison de 43,7%, 39,8% dans les villes et 45,5% dans la campagne. Cette proportion est de 24% pour les 20% des ménages les plus aisés contre 45,5% pour le reste des ménages. La deuxième raison est la difficulté à suivre les cours à distance à bas âge, citée par 22,1% des parents, 24,2% en milieu urbain et 17,1% en milieu rural. Elle est plus citée par les 20% les plus aisés de la population (42,8%) que le reste (21,9%). Quant à la troisième raison la plus citée, elle se rapporte à l'inutilité du téléenseignement pour le préscolaire, pour 10,7% des parents, 11,2% en milieu urbain et 9,5% en milieu rural.

En revanche, 16,5% des enfants du préscolaire ont suivi les cours à distance, 20,9% en milieu urbain et 5,4% en milieu rural. Cette proportion atteint 40,8% parmi les 20% des ménages les plus aisés et 11,6% parmi les 20% des ménages les plus défavorisés. La majorité d'entre eux (88,4%) étaient assistés par un membre du ménage, 90,2% en milieu urbain et 70,4% en milieu rural.

Aux termes de ces constats, il ressort que l'enseignement préscolaire a été profondément touché par la pandémie COVID-19 : la continuité pédagogique n'a concerné qu'un enfant sur six. Cet arrêt risque d'impacter négativement le développement du potentiel des enfants du préscolaire et leur préparation à une entrée réussie au cycle primaire. Malgré l'assistance des parents aux enfants préscolarisés pour suivre les cours à distance, aucune mesure ne peut remplacer le présentiel en classe et la socialisation qui en résulte.

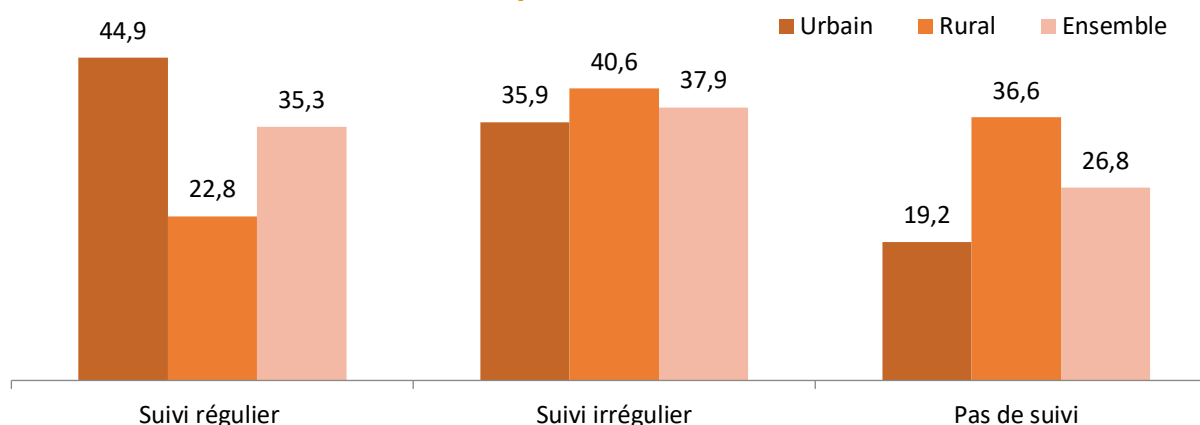
4.2 Le suivi des cours à distance : Cas du primaire

Bien que l'accès au cycle d'enseignement primaire soit marqué par la tendance à la généralisation, force est de constater que dans le contexte du confinement, le changement le plus important portait sur la régularité du suivi des cours. Le téléenseignement a exclu plus d'un quart des élèves. Ce résultat marque de fortes disparités entre les catégories sociales et selon le secteur d'enseignement (public/privé). De même, le degré d'adhésion des élèves au téléenseignement a été négativement impacté par la décision du report ou annulation des examens. Cette décision a négativement impacté le rythme de suivi des cours. Cette section revient sur les difficultés des élèves à suivre les cours à distance, le principal canal de suivi des cours à distance, une appréciation des canaux de formation à distance, la principale raison d'insatisfaction des parents de la méthode du suivi des cours à distance du primaire ainsi le degrés d'accompagnement des parents aux élèves du primaire pour suivre les cours, les réactions des enfants au primaire à l'égard du téléenseignement et enfin les inconvénients de l'enseignement à distance sur les enfants au primaire.

En effet, selon les résultats du panel COVID-19, le taux spécifique de scolarisation de la tranche d'âge 6-11 ans est de 99,7% à l'échelle nationale, 99,6% en milieu urbain et 99,8% en milieu rural.

Au temps de confinement, précisément avant la décision du report ou de l'annulation des examens, 73,2% des scolarisés au primaire ont suivi les cours à distance, 80,8% en milieu urbain et 63,4% en milieu rural. Le changement le plus important concerne la régularité du suivi de ces cours : 35,3% des élèves du primaire les ont régulièrement suivis et 37,9% irrégulièrement. Ces proportions sont respectivement de 44,9% et 35,9% en milieu urbain et de 22,8% et 40,6% en milieu rural.

Figure 13 : Suivi des cours à distance de l'enseignement primaire (en%)



Source : HCP-2020, 2^{ème} panel COVID-19

Par ailleurs, le téléenseignement a éjecté 26,8% des élèves au primaire de la poursuite des cours, 19,2% en milieu urbain et 36,6% en milieu rural. Cette proportion est notablement différenciée selon la catégorie sociale : elle est de 1,3% parmi les 20% des ménages les plus aisés contre 37,2% parmi les 20% des ménages les plus défavorisés, de 7,2% parmi les ménages dont le chef a un niveau d'études supérieur contre 32% pour un enfant dont le chef n'a jamais été à l'école.

Cette situation est fortement contrastée selon le secteur d'enseignement. Dans le secteur privé, 73,4% des enfants au primaire suivent les cours à distance régulièrement et 23% irrégulièrement, contre respectivement 28,8% et 40,5% pour leurs homologues du secteur public. L'abandon des cours à distance demeure limité dans le secteur privé (3,6%) et très élevé dans le secteur public (30,7%).

Toutefois le degré d'adhésion des élèves au téléenseignement a été négativement impacté par la décision du report ou annulation des examens : la part des élèves au primaire qui suivent les cours à distance est tombée, après cette décision, de 73,2% à 53,5% à l'échelle nationale, de 80,8% à 61,9% en milieu urbain et de 63,4% à 42,7% en milieu rural. Par classe sociale, ce recul est plus prononcé parmi les 20% des ménages les plus défavorisés, de 62,8% à 44,7%, que parmi les 20% des ménages les plus aisés, de 98,7% à 84,7%.

De même, cette décision a négativement impacté le rythme de suivi des cours. La proportion des élèves au primaire qui suivent les cours de façon régulière a baissé de 35,3% à 26%, de 44,9% à 34,4% en milieu urbain et de 22,8% à 15% en milieu rural. En outre, 19,4% des scolarisés au primaire sont passés d'un suivi régulier à un suivi irrégulier et 11,4% ont carrément abandonné le téléenseignement. Ce recul est plus accentué en milieu rural, où le suivi régulier a fait place à un suivi irrégulier pour 25,6% des élèves et à l'abandon des cours à distance pour 16%, qu'en milieu urbain, avec respectivement 16,9% et 9,6%.

Dans ces circonstances, 66,3% des élèves ont déclaré avoir réduit le temps consacré aux cours et activités scolaires, 77,7% en milieu rural et 59,5% en milieu urbain. Cette proportion est plus élevée parmi les garçons (71,2%) que les filles (61,4%) et au secteur public (70,9%) que privé (47,1%). A contrario, 5,4% des élèves ont consacré plus de temps au téléenseignement, 6% en milieu urbain et 4,4% en milieu rural.

Face à ces changements, à peine 17,5% des enfants au primaire considèrent que les cours à distance ont couvert totalement le programme, 21,4% en milieu urbain et 11% en milieu rural, 67,1% partiellement et le reste (15,4%) est indécis.

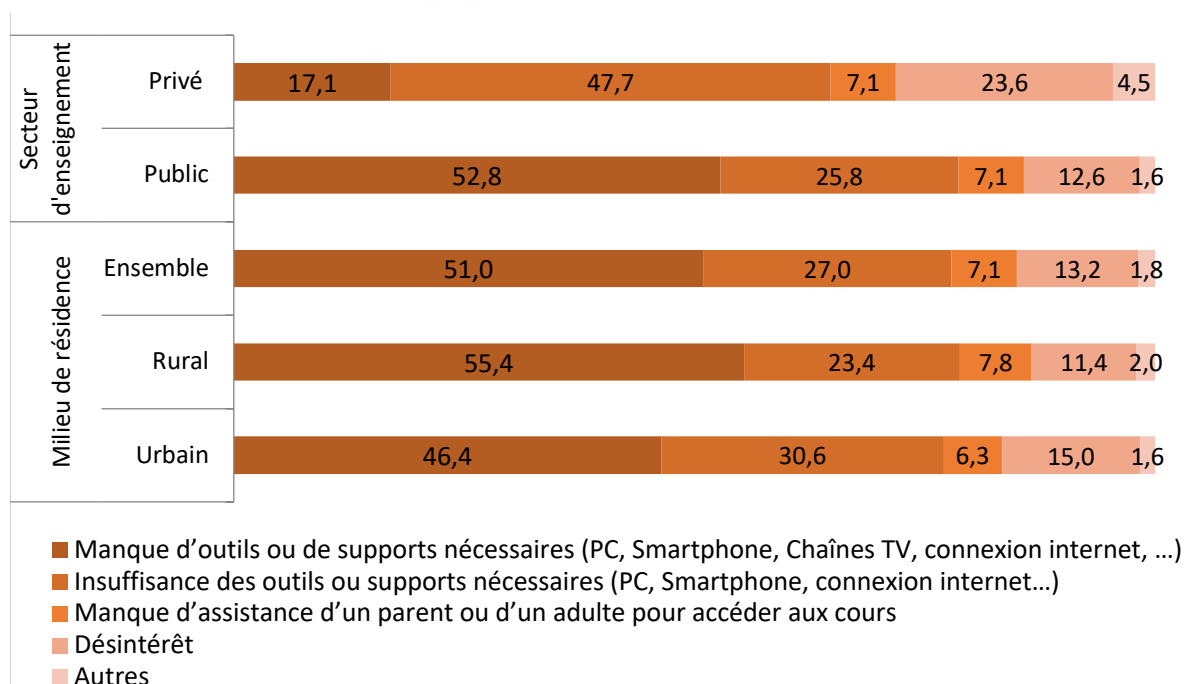
Difficultés à suivre les cours à distance

Interrogés sur les raisons de non suivi des cours à distance ou de leur suivi de façon irrégulière par les élèves du primaire, les parents déclarent, en premier lieu, le manque d'outils ou de supports nécessaires (PC, Smartphone, imprimantes, connexion Internet, etc.), à raison de 51%, et en second lieu, l'insuffisance de ces outils et supports dans les ménages (27%). Le désintéressement des enfants est évoqué par 13,2% des parents. Selon le milieu de résidence, le manque d'outils et de supports est rapporté par 55,4% des parents ruraux et leur insuffisance pour suivre les cours par 23,4%. Ces pourcentages sont respectivement de 46,4 et 30,6% en milieu urbain.

Selon le secteur d'enseignement, si le manque d'outils et supports est le plus cité par les parents ayant des enfants scolarisés dans le public (52,8%), dans le secteur privé les parents citent en premier lieu l'insuffisance de ces outils et supports.

En outre, en dépit des campagnes de sensibilisation médiatiques pour cadrer le suivi des cours à distance en période de confinement, 13,2% des parents pointent du doigt le désintérêt des élèves au primaire comme principale raison de non suivi ou de suivi irrégulier des cours à distance, 15% en milieu urbain et 11,4% en milieu rural. Par secteur d'enseignement, cette proportion est 23,6% dans le secteur privé et 12,6% dans le secteur public.

Figure 14 : Principale raison de ne pas avoir suivi ou d'avoir suivi irrégulièrement les cours à distance du cycle primaire, par milieu de résidence et secteur d'enseignement (en %)



Source : HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Principal canal de suivi des cours à distance

De tous les canaux mobilisés pour suivre les cours à distance de l'enseignement primaire, les parents déclarent, en premier lieu, **les réseaux sociaux (groupes d'échanges)**, avec un pourcentage de 40,1%, et, en second lieu, **les chaînes nationales de télévision (Attakafia, Alamazighia, Laayoune, Arriyadia)** avec 39,2% des déclarations. Viennent ensuite, les plateformes numériques (TelmidTice, Teams intégrés au système Massar (classes virtuelles) ...) mises en place par le ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et les plateformes créées par certains établissements d'enseignement privé, avec respectivement un pourcentage de déclarations de 8,8% et 5,0%.

Les méthodes utilisées diffèrent selon le milieu de résidence et selon le secteur d'enseignement. En milieu rural, comme dans le secteur d'enseignement public, les chaînes nationales restent le principal canal pour les élèves du primaire avec un pourcentage de 63,5% et 47,3% respectivement, suivies des groupes d'échanges des réseaux sociaux, avec respectivement 25,9% et 34,5%.

Pour le milieu urbain, ce sont les groupes d'échanges des réseaux sociaux qui sont les plus déclarés par les ménages, avec un pourcentage de 46,5%, suivis des chaînes nationales (28,1%). Pour le secteur privé, outre les groupes d'échanges (64,7%) qui sont les plus cités, il y a également les plateformes créées par certains établissements d'enseignement privé, avec un pourcentage de 27,0%.

Tableau 1 : Principale méthode utilisée pour suivre les cours à distance de l'enseignement primaire selon le milieu de résidence et le secteur d'enseignement (en %)

Méthode utilisée	Urbain	Rural	Public	Privé	Ensemble
Chaînes nationales de TV (Attakafia, Alamazighia, Laayoune, Arriyadia)	28,1	63,5	47,3	2,8	39,2
Plateformes numériques (TelmidTice, Teams intégrée au système Massar (classes virtuelles), ...)	10,9	4,3	10,5	0,8	8,8
Plateformes créées par certains établissements d'enseignement privé	7,0	0,4	0,2	27,0	5,0
Sites électroniques	3,7	1,7	2,9	4,0	3,1
Réseaux sociaux (groupes d'échange)	46,5	25,9	34,5	64,7	40,0
Accès libre en ligne à des vidéos éducatives	0,7	1,3	1,1	0,0	0,9
Autres méthodes	2,9	3,0	3,6	0,0	2,9

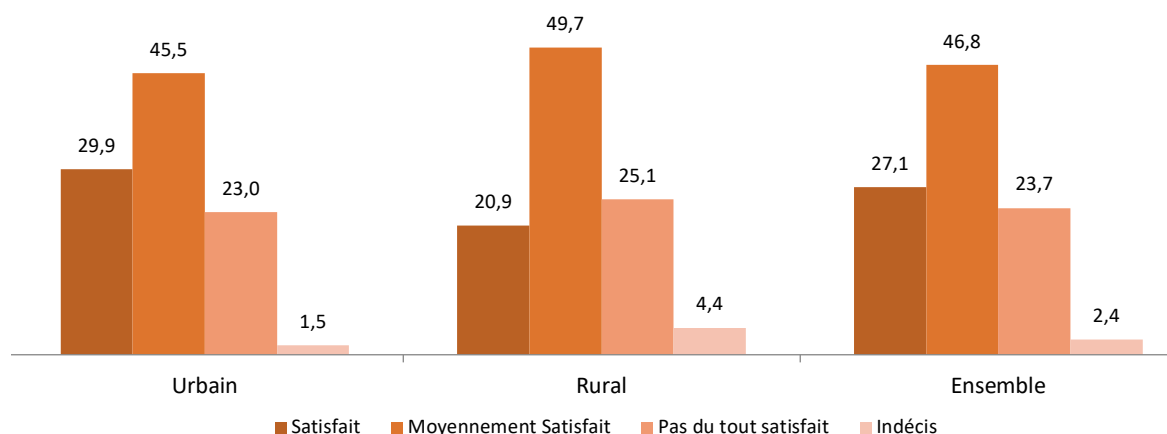
Source : HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Appréciation des canaux de formation à distance

Quant à l'appréciation des parents de la méthode utilisée pour suivre les cours à distance du primaire, 27,1% déclarent qu'ils sont satisfaits et 70,0% moyennement ou pas du tout satisfaits. Ces pourcentages diffèrent notablement selon le milieu

de résidence et le secteur d'enseignement. Les parents citadins (29,9%) sont satisfaits plus que les ruraux (20,9%), et ceux dont les enfants sont scolarisés dans le privé (32,5%) plus pour ceux dont les enfants sont scolarisés dans le public (25,8%).

Figure 15 : Degré de satisfaction des méthodes utilisées pour suivre les cours à distance du cycle primaire (en %)



Source : HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Principale raison d'insatisfaction des parents de la méthode du suivi des cours à distance du primaire

Interrogés sur la principale raison d'être moyennement ou pas du tout satisfaits, 38,8% des parents évoquent le manque de communication directe et d'interactivité, 40,2% en milieu urbain

et 36% en milieu rural, et 23,4% le manque ou l'insuffisance des moyens TIC appropriés (matériels, connexion, etc.), 20,8% en milieu urbain et 28,7% en milieu rural. Le manque de suivi et d'évaluation des élèves par le corps pédagogique est cité par 12,7% des parents, 12,6% en milieu urbain et 12,8% en milieu rural.

Tableau 2 : Principale raison d'être moyennement ou pas du tout satisfait de la méthode utilisée pour suivre les cours à distance du primaire, par milieu de résidence et secteur d'enseignement (en %)

Méthode utilisée	Urbain	Rural	Public	Privé	Ensemble
Manque de communication directe et d'interactivité	40,2	36,0	35,2	55,7	38,8
Inadéquation de la pédagogie adoptée (manque de pratique, manque de moyens pour le corps pédagogique, ...)	6,6	6,7	6,6	6,9	6,6
Insuffisance du contenu des cours	8,6	4,3	7,3	6,6	7,1
Manque ou insuffisance des moyens TIC appropriés (matériels, connexion...)	20,8	28,7	27,0	6,8	23,4
Manque de suivi et d'évaluation des élèves par le corps pédagogique	12,6	12,8	12,4	14,6	12,7
Manque d'expérience dans la formation à distance	4,9	3,6	4,3	5,2	4,5
Difficulté pour les parents d'assister leurs enfants	5,9	7,3	6,9	3,0	6,4
Autres	0,5	0,6	0,3	1,3	0,5

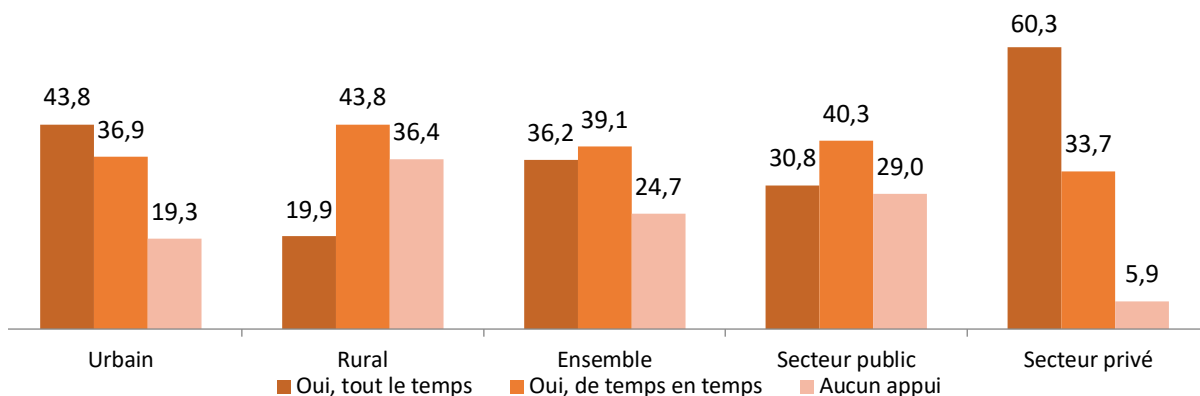
Source : HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Assistance des parents aux élèves du primaire pour suivre les cours

Le téléenseignement exige un accompagnement assidu de la part des parents ou tuteurs pour faciliter la tâche aux élèves et les faire adhérer à ce nouveau processus d'apprentissage. Ainsi, 75,3% des parents déclarent avoir assisté leurs enfants

pour suivre les cours à distance, 36,2% d'une façon régulière. Ces pourcentages sont respectivement de 81,0% et 43,8% en milieu urbain, 64,4% et 19,9% en milieu rural, 84,1% et 60,3% dans le secteur privé, et 71,0% et 30,8% dans le secteur d'enseignement public.

Figure 16 : Pourcentage des parents assistant leurs enfants au primaire (en %)



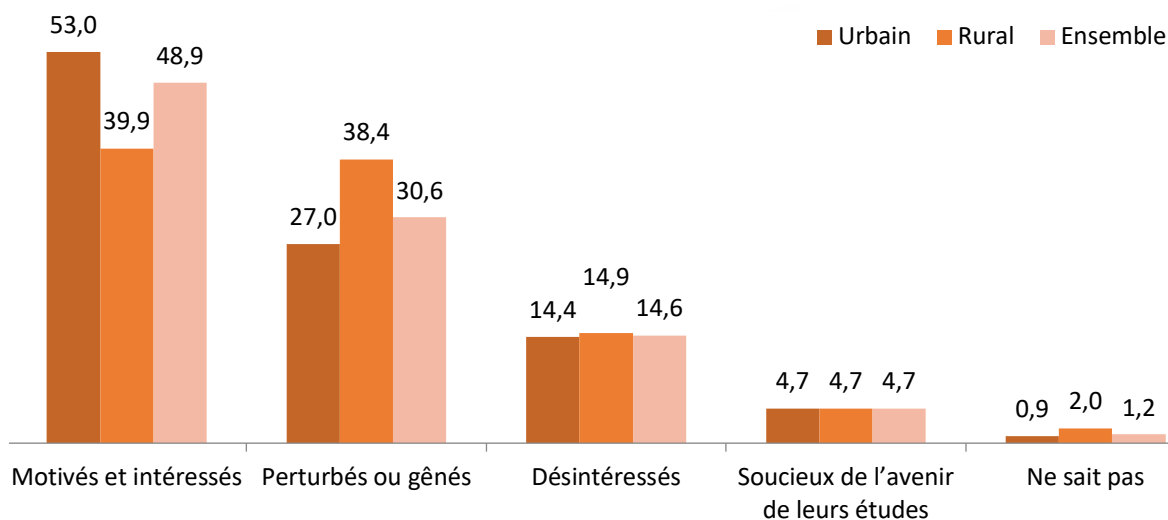
Source : HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Réactions des enfants au primaire à l'égard du téléenseignement

S'agissant de la réaction des enfants au primaire vis-à-vis de l'enseignement à distance, 48,9%

des parents déclarent qu'ils sont motivés et intéressés (53,0% en milieu urbain et 39,9% en milieu rural), 30,6% perturbés et gênés par ce type d'enseignement (27,0% en milieu urbain et 38,4% en milieu rural) et 14,6% désintéressés.

Figure 17 : Réaction des enfants au primaire à l'égard du téléenseignement (en %)



Source : HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Inconvénients de l'enseignement à distance sur les enfants au primaire

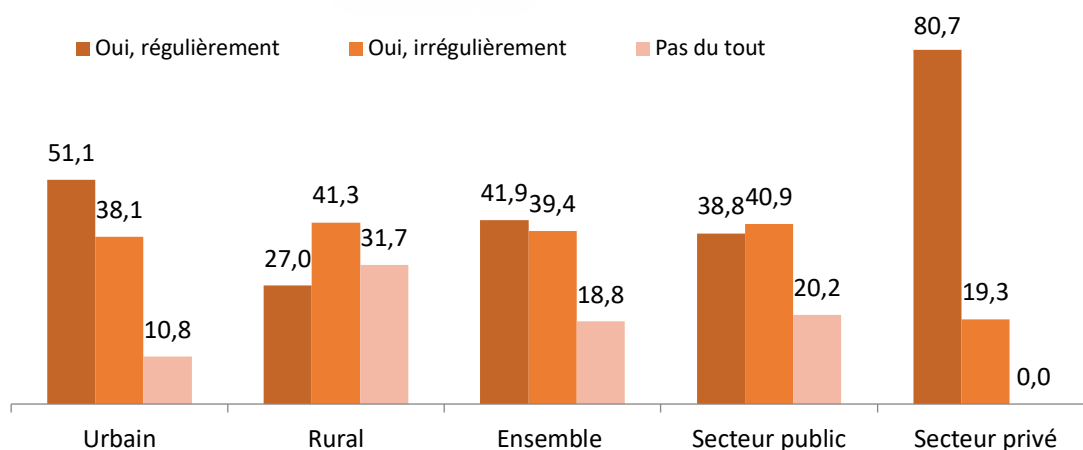
L'enseignement à distance, contrairement à l'enseignement en présentiel, exige beaucoup de temps sur ordinateur et supports nécessaire de type TIC; cela se traduirait éventuellement par des problèmes de santé, des risques d'assimilation et de décrochage et des problèmes d'autodiscipline. Ainsi, interrogés sur les inconvénients de téléenseignement, les enfants au primaire évoquent les difficultés d'assimilation pour 49,2% d'entre eux, 44,5% en milieu urbain contre 56,9% en milieu rural et 52,5% dans le public contre 35,2% dans le privé, le stress et les troubles de concentration pour 19,2%, 17,8% dans le public contre 24,8% dans le privé, et l'addiction aux outils électroniques pour 15%, 11,8% dans le public contre 32,5% dans le privé.

4.3 Le suivi des cours à distance : Cas du collège

De même, pour l'enseignement secondaire collégial où le taux spécifique de scolarisation de la tranche d'âge 12-14 ans a atteint près de 90% en 2019-2020, 81,2% des élèves ont suivi des cours à distance en période de confinement sanitaire, 41,9% de façon régulière et 39,3% de façon irrégulière. Ces pourcentages sont respectivement de 89,2%, 51,1% et 38,1% en milieu urbain et de 68,3%, 41,3% et 31,7% en milieu rural.

Selon le secteur d'enseignement, la totalité des élèves du privé ont suivi les cours à distance, 80,7% de façon régulière et 19,3% de façon irrégulière, et 79,8% des élèves du public, 38,8% de façon régulière et 41% de façon irrégulière.

Figure 18 : Proportion des élèves au collège selon la régularité de suivi des cours à distance par milieu de résidence et secteur d'enseignement (en %)



Source: HCP-2020, 2^{ème} panel COVID-19

Suite à la décision du report ou de l'annulation des examens, la part des élèves au collège qui suivent les cours à distance a connu une forte baisse de 81,2% à 57,3% à l'échelle nationale, de 89,2% à 64% en milieu urbain et de 68,3% à 46,6% en milieu rural. De même, la part des élèves qui suivent ces cours de façon régulière a aussi connu une baisse de 41,9% à 27,7% au niveau national, de 51,1% à 33,7% en milieu urbain et de 41,3% à 18% en milieu rural.

Par ailleurs, le suivi régulier des cours avant cette décision a fait place à un suivi irrégulier pour 22,1% des élèves au collège après cette décision et à l'abandon des cours pour 16,4%. Parmi les élèves qui suivent irrégulièrement les cours avant cette décision, 43,3% les ont complètement abandonnés.

Tableau 3 : Impact du report ou de l'annulation des examens sur le rythme du suivi des cours à distance du cycle collégial (en %)

Avant le report ou annulation des examens	Après le report ou annulation des examens			
	Suivi régulier	Suivi irrégulier	Pas de suivi	Total
Suivi régulier	61,4	22,1	16,4	100,0
Suivi irrégulier	5,0	51,7	43,3	100,0
Pas de suivi	0,0	0,0	100,0	100,0

Source: HCP-2020, 2^{ème} panel COVID-19

De même, suite à cette décision, 70% des élèves au collège ont déclaré une baisse du temps consacré aux cours et activités scolaires. Cette proportion est de 50,4% dans le secteur privé contre 71,5% dans le public. En revanche, 7,7% des élèves ont consacré plus de temps au téléenseignement, proportion qui a presque doublé dans le secteur privé (15%), contre 7% dans le public.

En outre, dans ce contexte, 14,3% des élèves au collège considèrent que les cours à distance ont couvert totalement le programme pédagogique annuel, proportion qui va du simple au double du secteur public (12,9%) au privé (29,6%). Pour

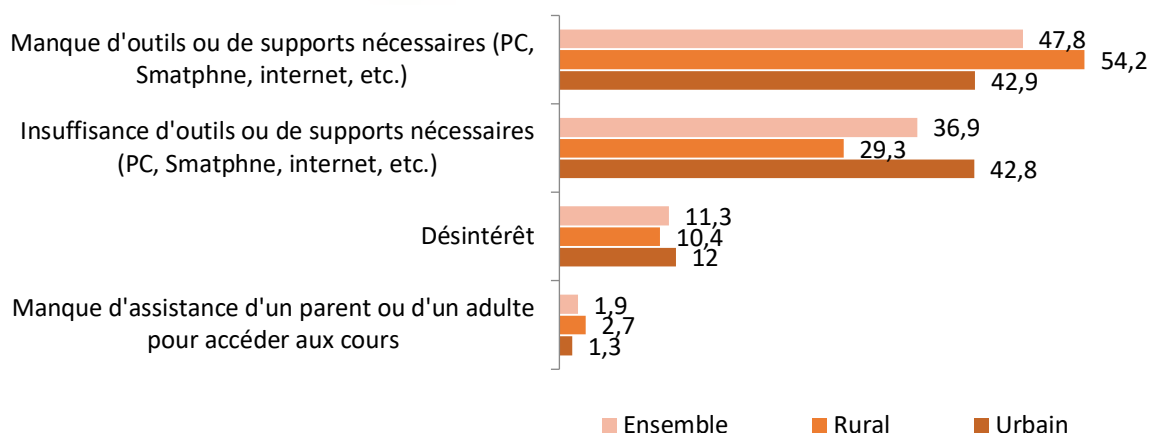
près de 3 scolarisés sur 4 (72,6%), ces cours ne couvrent pas totalement le programme et 13,2% sont indécis.

Difficultés à suivre les cours à distance

Selon l'avis des parents, l'abandon scolaire ou le suivi irrégulier des cours à distance sont principalement dus au manque d'outils ou de supports nécessaires (PC, Smartphone, imprimantes, connexion Internet, etc.), pour 47,8% d'entre eux, puis à l'insuffisance de ces moyens ou supports (36,9%) et au désintéressement des élèves (11,3%). Selon le milieu de résidence, le manque de moyens ou

de supports ou leur insuffisance entravent le téléenseignement pour 85,7% des parents citadins et 83,5% des ruraux.

Figure 19 : Raison d'abandon ou de suivi irrégulier des cours à distance du cycle collégial (en %)



Source: HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Principal canal de suivi des cours à distance

Les groupes d'échanges des réseaux sociaux et les chaînes nationales de TV sont les principales méthodes utilisées par les élèves du collège pour suivre les cours à distance pendant le confinement, avec respectivement un pourcentage de 43,8% et

28,8%. Les élèves ruraux utilisent, en premier lieu, les chaînes nationales avec 43,8% et ceux scolarisés dans le privé, outre les groupes d'échanges (61,2%), ils comptent également sur les plateformes créées par certains établissements d'enseignement privé (34,3%).

Tableau 4 : Canal principal de suivi des cours à distance du cycle collégial, par milieu de résidence et secteur d'enseignement (en %)

Canal principal	Milieu de résidence			Secteur d'enseignement	
	Urbain	Rural	Ensemble	Public	Privé
Réseaux sociaux (groupes d'échange)	47,2	35,6	43,8	42,2	61,2
Chaînes nationales de TV	22,3	43,8	28,8	31,3	0
Plateformes numériques mises en place par le ministère de l'éducation nationale	23,3	12,2	19,9	21,3	4,5
Sites électroniques	1,8	5,2	2,8	3,1	0
Plateformes créées par certains établissements d'enseignement privé	4,0	0	2,8	0	34,3
Accès libre en ligne à des vidéos éducatives	0,7	2,3	1,2	1,3	0
Autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0
Total	100,0	100,0	100,0	100	100

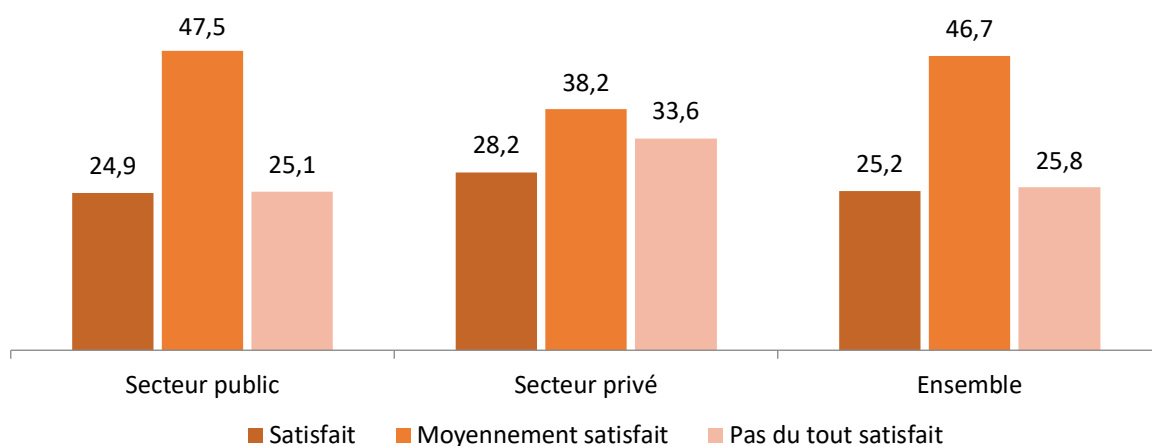
Source: HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Appréciation des canaux de formation à distance

Par rapport au degré de satisfaction de la méthode utilisée pour suivre les cours, 25,0% des parents déclarent être satisfaits du canal utilisé par leurs enfants au collège, et presque autant (25,8%) non satisfaits du tout. Le reste des parents (47%) demeurent moyennement satisfaits de la méthode

utilisée pour le suivi des cours. La non satisfaction de la méthode utilisée est relativement plus évoquée par les parents des élèves scolarisés dans le secteur privé, soit 33,6% contre 25,1% dans le public, 26,9% par les citadins et 23,2% par les ruraux).

Figure 20 : Degré de satisfaction des méthodes utilisées pour suivre les cours à distance du cycle collégial (en %)



Source: HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Parmi les parents ayant déclaré être insatisfaits ou moyennement satisfaits, 35% évoquent le manque de communication et d'interactivité avec le corps enseignant comme principale raison, 28% le manque des moyens TIC appropriés et 13% le manque de suivi et d'évaluation des élèves.

Pour combler les lacunes de ce nouveau dispositif d'apprentissage, 25,5% des parents assistent tout le temps leurs enfants au collège, 31,2% en milieu urbain et 12,3% en milieu rural. Cette proportion est plus élevée parmi les élèves de l'enseignement privé (41,7%) que parmi leurs pairs de l'enseignement public (24,1%). En outre, près de la moitié de ces derniers (49,6%) ne sont pas assistés par leurs parents, contre 12,7% chez les élèves du secteur privé.

Dans ces conditions, 48,6% des élèves sont motivés et intéressés pour cette méthode d'enseignement et 30,1% perturbés et gênés. Ces pourcentages sont respectivement de 51,6% et 28,8% pour les citadins et 41,7% et 33,2% pour les ruraux.

Inconvénients de l'enseignement à distance sur les élèves du collège

Interrogés sur les inconvénients du téléenseignement, les élèves du collège rapportent les difficultés d'assimilation pour 48,1% d'entre eux, 48,8% dans le secteur public contre 39,2% dans le secteur privé, le stress et les troubles de concentration pour 16,5%, 15,5% dans le public contre 27,7% dans le privé, et l'addiction aux outils électroniques pour 18,6%, 23,5% en milieu urbain contre 8,5% en milieu rural et 17,6% dans le secteur public contre 28,4% dans le privé.

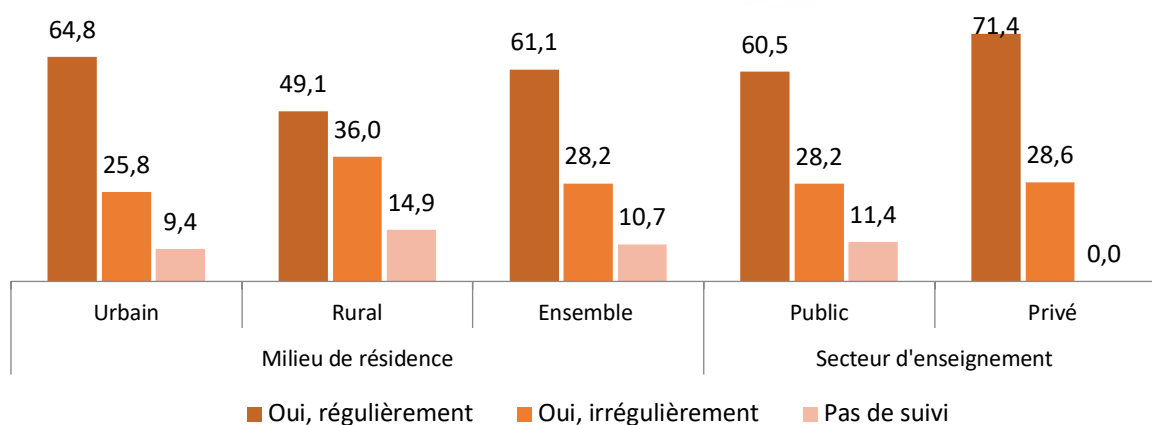
4.4 Le suivi des cours à distance : Cas du secondaire qualifiant

Pour l'enseignement secondaire qualifiant, le taux spécifique de scolarisation de la tranche d'âge 15-17 ans s'élève à près de 73% en 2019-2020 à l'échelle nationale, 94% en milieu urbain et 52% en milieu rural. 89,3% d'entre eux ont suivi des cours à distance pendant le confinement sanitaire, 90,6% en milieu urbain et 85,1% en milieu rural. La part

des élèves au secondaire qui suivent les cours à distance de façon régulière est de 61,1% à l'échelle nationale, 64,8% en milieu urbain et 49,1% en milieu rural. Selon le secteur d'enseignement, tous

les élèves du privé ont suivi ces cours, 71,4% de façon régulière, contre 88,6% pour les élèves du public, 60,5% de façon régulière.

Figure 21 : Régularité de suivi des cours à distance du cycle secondaire qualifiant (en %)



Source: HCP-2020, 2^{ème} panel COVID-19

Le suivi des cours à distance a été relativement peu impacté par le report ou l'annulation des examens : la part des élèves au secondaire qui suivent ces cours a baissé de 89,3% à 80,8% à l'échelle nationale, de 90,6% à 82,5% en milieu urbain et de 85,1% à 75,3% en milieu rural. De même, la part de ceux qui suivent régulièrement ces cours a reculé

de 61,1% à 52,8% à l'échelle nationale, de 64,8% à 57,1% en milieu urbain et de 49,1% à 38,6% en milieu rural. En outre, après le report ou l'annulation des examens, 18% sont passés d'un suivi régulier à un suivi irrégulier et 24,2% d'un suivi irrégulier à l'abandon des cours à distance.

Tableau 5 : Impact du report ou de l'annulation des examens sur le rythme du suivi des cours à distance du cycle collégial (en %)

Avant le report ou annulation des examens	Après le report ou annulation des examens			
	Suivi régulier	Suivi irrégulier	Pas de suivi	Total
Suivi régulier	79,2	18,0	2,8	100,0
Suivi irrégulier	15,4	60,4	24,2	100,0
Pas de suivi	0,0	0,0	100,0	100,0

Source: HCP-2020, 2^{ème} panel COVID-19

Par ailleurs, suite au report ou à l'annulation des examens, 45,7% des lycéens déclarent une baisse du temps alloué aux cours et activités scolaires. Cette proportion est plus élevée parmi les garçons (52,7%) que les filles (39,5%) et sans différence significative entre les lycéens citadins et leurs pairs ruraux et entre le secteur public et le privé. En revanche, 24,4% des lycéens consacrent plus de temps à ces activités, particulièrement pour les élèves de la 2^{ème} du baccalauréat (41,9%).

Dans ces conditions, parmi les lycéens qui suivaient les cours à distance, 16,9% considèrent que ces

derniers ont totalement couvert le programme pédagogique annuel, 16,6% en milieu urbain et 18,2% en milieu rural, 16,6% dans le secteur public et 21,3% dans le privé. En revanche, pour 7 lycéens sur 10 (71,7%), ces cours ne couvrent qu'en partie le programme.

Difficultés à suivre les cours à distance

Pour 41,3% des parents, l'abandon de ces cours ou le suivi irrégulier sont principalement attribués à l'insuffisance de canaux d'accès aux cours, 43,4% en milieu urbain et 35,6% en milieu rural,

et pour 38,6%, au manque d'outils ou de supports nécessaires, 33,7% en milieu urbain et 51,9% en milieu rural. Le désintérêt des élèves est également évoqué par 16,4% des parents comme principale

raison de non suivi ou de suivi irrégulier des cours, 17,8% en milieu urbain et 12,5% en milieu rural. Cette proportion atteint 31,8% parmi les 40% des ménages les plus aisés.

Tableau 6 : Principales difficultés à suivre les cours à distance du cycle secondaire (en%)

Principale difficulté	Urbain	Rural	Ensemble
Manque d'outils ou de supports nécessaires (PC, Smartphone, imprimantes, connexion Internet, ...)	33,7	51,9	38,6
Insuffisance des outils ou supports nécessaires	43,4	35,6	41,3
Manque d'une assistance d'un parent ou d'un adulte pour accéder aux cours	1,3	0	0,9
Désintérêt	17,8	12,5	16,4
Autres	3,8	0	2,8
Total	100,0	100,0	100,0

Source: HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Pour suivre les cours à distance pendant le confinement, 46% des élèves au secondaire qualifiant ont eu recours aux groupes d'échanges des réseaux sociaux et 29,8% aux plateformes numériques (TelmidTice, Teams intégrés au système Massar (classes virtuelles), etc.) mises

en place par le ministère de l'éducation. Dans le secteur d'enseignement privé, outre l'utilisation des groupes d'échanges (47,9%), les élèves comptaient également sur les plateformes créées par certains établissements d'enseignement privé (26,6%).

Tableau 7 : canaux de suivi des cours à distance du cycle secondaire qualifiant (en %)

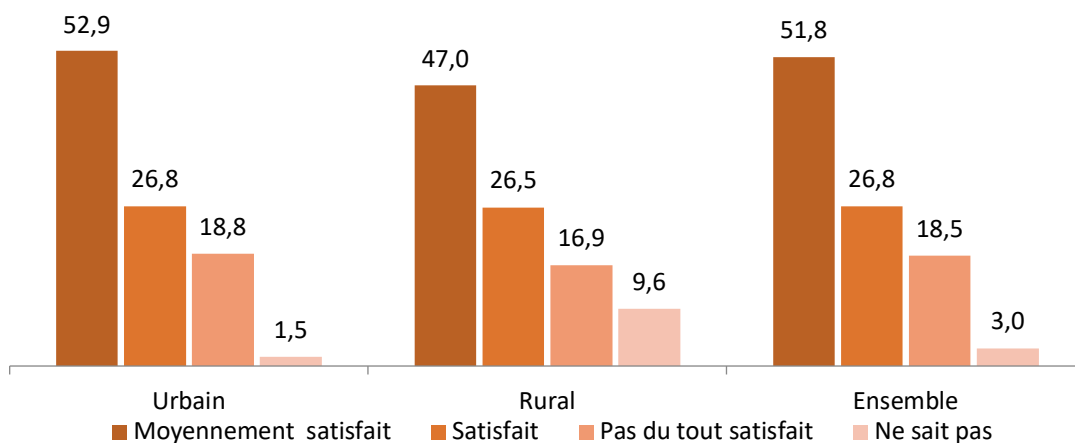
Méthode de suivi des cours à distance	Milieu de résidence			Secteur d'enseignement	
	Urbain	Rural	Ensemble	Public	Privé
Réseaux sociaux (groupes d'échange)	46,7	42,9	46,0	45,6	47,9
Plateformes numériques mises en place par le ministère de l'éducation	30,6	26,6	29,8	31,9	0,0
Chaînes nationales de TV	9,0	20,2	11,1	11,8	0,0
Sites électroniques	5,7	8,9	6,3	6,7	0,0
Plateformes créées par des établissements d'enseignement privé	5,0	,0	4,1	1,1	52,1
Accès libre en ligne à des vidéos éducatives	1,4	1,3	1,4	1,4	0,0
Autres méthodes	1,7	,0	1,4	1,5	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Par rapport au degré de satisfaction de la méthode utilisée pour suivre les cours, 26,8% des parents déclarent qu'ils sont très satisfaits de cette méthode et 18,5% n'en sont pas du tout satisfaits. Le reste des parents (54,7%) est moyennement satisfait. Ces pourcentages sont peu différenciés selon le milieu de résidence et selon le secteur d'enseignement.

Pour 43% des parents insatisfaits ou moyennement satisfaits, le manque de communication avec le corps enseignant est la principale raison de leur insatisfaction. Elle est également due, pour 24% des parents, au déficit des moyens TIC (matériels, connexion, ...) appropriés pour suivre les cours à distance, et, pour 10%, à l'inadéquation de la pédagogie adoptée.

Figure 22 : Degré de satisfaction des méthodes utilisées pour suivre les cours à distance du cycle secondaire qualifiant (en %)



Source: HCP-2020, 1^{er} panel COVID-19

Pour s'adapter au téléenseignement, 31,6% des parents ont assisté leurs enfants au secondaire, 35,8% pour les citadins contre 12,3% pour les ruraux. Cette proportion est de 57,5% pour les lycéens du secteur privé contre 29,6% pour ceux du secteur public. Selon le rythme de cette assistance, 14% des parents ont assisté de façon régulière leurs enfants et 17,6% de façon irrégulière.

Dans ces conditions, près de la moitié des élèves au secondaire (49,9%) étaient motivés et intéressés par le téléenseignement, 25% soucieux de l'avenir de leurs études, 18,1% perturbés et gênés par ce type d'enseignement et 7% désintéressés.

Inconvénients de l'enseignement à distance sur les élèves du secondaire

Pour 47,8% des lycéens, l'école à la maison a donné lieu à des difficultés d'assimilation. Le deuxième inconvénient, l'addiction aux outils électroniques, est évoqué par 16,4% des élèves interrogés, 19,5% en milieu urbain et 5,6% en milieu rural et 15,1% dans le secteur public et 34,5% dans le privé. A contrario, pour 28,7% des lycéens, le téléenseignement n'a eu aucun impact sur eux-mêmes.

A close-up photograph of a newborn baby being held by a woman. The woman is wearing a traditional yellow Moroccan dress with intricate lace and embroidery. The baby is wearing a white long-sleeved shirt and a pink diaper. A hand is holding a small syringe and administering a drop of liquid into the baby's mouth. The background is softly blurred, showing a window with a grid pattern. The overall tone is warm and intimate.

4. Accès aux soins de santé

L'impact de confinement sur l'état de santé des enfants va être appréhendé par l'état nutritionnel des enfants à travers le comportement de consommation de leurs ménages en période de confinement et par leur accès aux différents services de santé durant cette période.

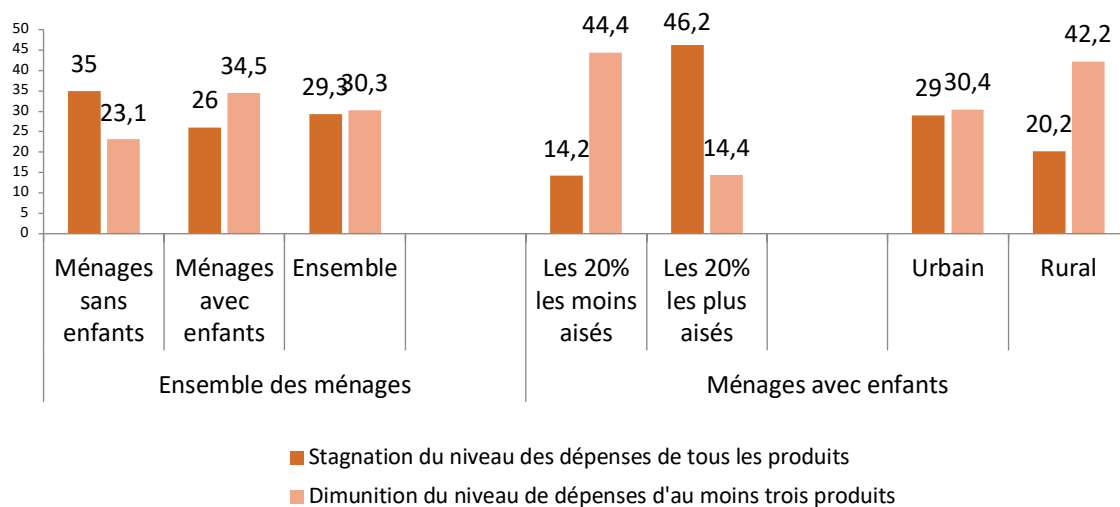
5.1 Impacts du confinement sur l'état nutritionnel des enfants

Les effets de la pandémie COVID-19 ont été ressentis sur le comportement de la consommation des ménages pendant la période de confinement et par conséquent sur l'état nutritionnel des enfants. L'appréciation de ces effets sera approchée par les changements observés dans la consommation alimentaire qui a porté sur 10 produits considérés comme de base pour les ménages marocains : la farine et les céréales, les légumes, les fruits, les légumineuses, les viandes rouges, les viandes banches, les poissons, le lait et produits laitiers ; les huiles et le sucre.

Les résultats de l'enquête COVID-19 montrent que 29,3% des ménages n'ont pas changé le niveau de dépenses durant la période de confinement pour l'ensemble de ces produits. Cette part est plus élevée parmi les ménages sans enfants (35,0%) que parmi les ménages avec enfants (26,0%). Ces résultats attestent que les ménages ayant parmi leurs membres des enfants ont pâti davantage dans le contexte de la pandémie COVID-19.

Cette stagnation du niveau des dépenses de ces produits parmi les ménages avec enfants varie selon le milieu de résidence et selon le niveau de vie. La part des ménages citadins avec enfants qui ont gardé le même niveau de dépenses des produits de base a atteint 29,0%, contre seulement 20,2% pour les ménages ruraux, celle des ménages des 20% les plus aisés est de 46,2% contre 14,2% pour les ménages relevant des 20% les moins aisés.

Figure 23 : Degré de variation du niveau des dépenses des produits de base selon le type de ménages, le milieu de résidence et le niveau de vie



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

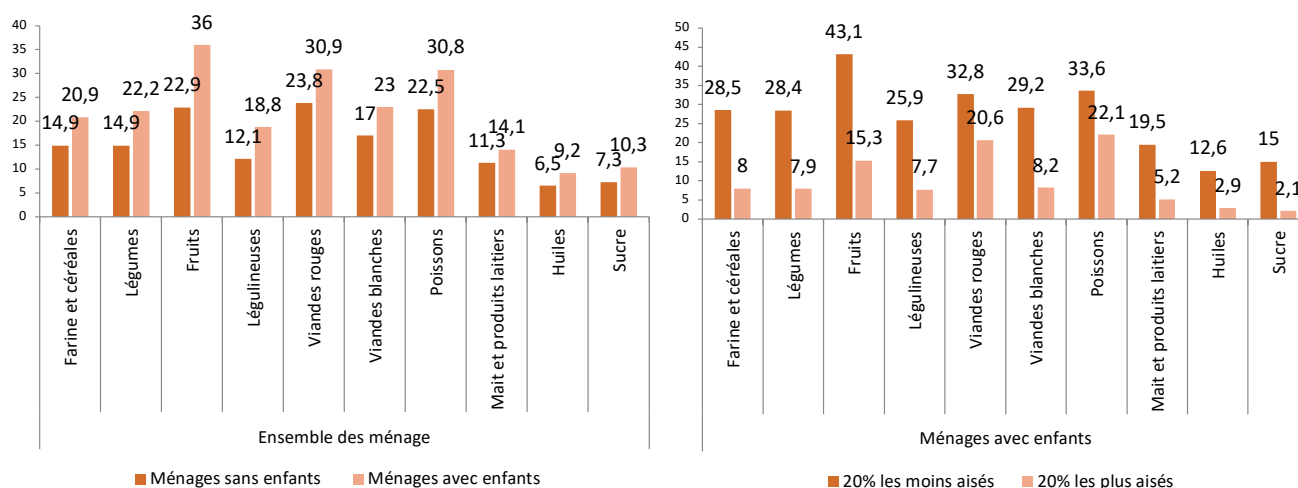
Dans un autre côté, la baisse du niveau des dépenses de ces produits a touché davantage les ménages avec enfants que les ménages sans enfants. En effet, 34,5% des ménages avec enfants ont vu le niveau des dépenses baisser pour au moins 3 produits de base, contre uniquement 23,1% pour les ménages sans enfants. Cette baisse est plus prononcée parmi les ménages ruraux avec enfants (42,2%) que parmi leurs homologues citadins (30,4%), et parmi les ménages des 20% les moins aisés (44,4%) que parmi ceux des 20% les plus aisés (14,4%).

Par produit, les baisses les plus conséquentes ont été enregistrées dans les fruits, les viandes rouges et les poissons. Plus d'un tiers des ménages avec enfants (36,0%) ont réduit leurs dépenses allouées aux fruits, et 31,0% aux viandes rouges et poissons, contre respectivement 23,0%, 24,0% et 23,0% pour les ménages sans enfants.

La baisse des dépenses a été moins prononcée pour le lait et produits laitiers, les huiles et le sucre. Le niveau de dépenses de ces produits a été réduit respectivement de 14,1%, 9,2% et 10,3% pour les ménages avec enfants et de 11,3%, 6,5% et 7,3% pour les ménages sans enfants.

Les plus fortes baisses des dépenses ont été observées parmi les ménages des 20% les moins aisés. En effet, 43,1% des ménages avec enfants relevant des 20% les moins aisés ont déclaré avoir réduit leurs dépenses en fruits contre 15,3% pour les ménages des 20% les plus aisés. Pour les autres produits, ces proportions sont respectivement de 34,5% et 20,6% pour les viandes rouges, 33,6% et 22,1% pour les poissons et 29,2% et 8,2% pour les viandes blanches.

Figure 24 : Part des ménages ayant réduit le niveau global des dépenses des différents produits de base selon le type de ménages et le niveau de vie



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

5.2 Le manque de moyens financiers est la cause principale de réduction des dépenses de consommation alimentaire

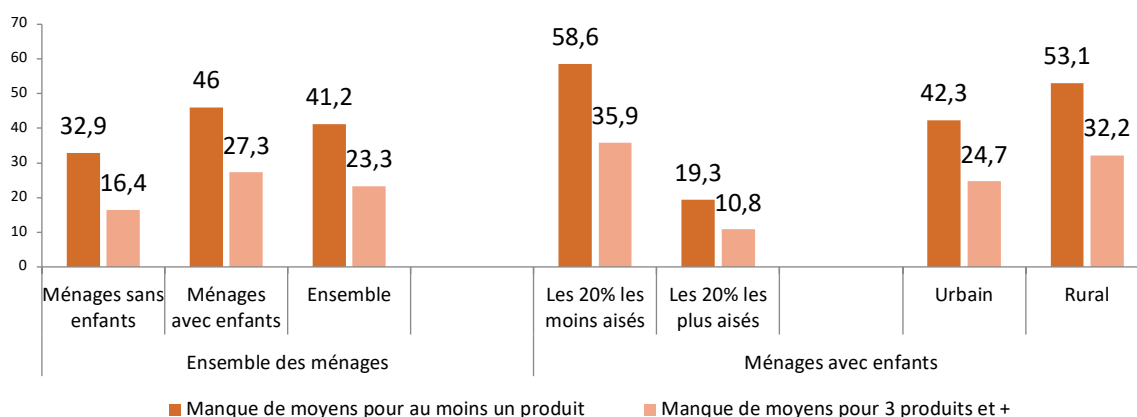
Plus de 4 ménages avec enfants sur 10 (46,0%) ont évoqué le manque de moyens financiers pour au moins un produit comme cause principale de contraction des dépenses de consommation alimentaire. Cette proportion qui s'élève à 41,2% parmi l'ensemble des ménages marocains, n'est que de 32,9% parmi les ménages sans enfants (32,9%).

La part des ménages avec enfants ayant cité le manque de moyens financiers comme principale cause de réduction d'au moins un produit de base, est plus élevée parmi les ruraux (53,1%) que parmi les citadins (42,3%), et parmi les ménages des

20% les moins aisés (58,6%) que parmi ceux des 20% les plus aisés (19,3%).

Concernant la part des ménages qui ont cité le manque de moyens financiers comme cause principale de réduction des dépenses d'au moins trois produits de base, elle s'élève à 23,3% à l'échelle nationale, 27,3% pour les ménages avec enfants et 16,4% pour les ménages sans enfants. Cette part est également plus élevée parmi les ménages avec enfants du milieu rural (32,2%) que parmi ceux de milieu urbain (24,7%) et parmi les ménages des 20% les moins aisés (35,9%) que parmi leurs homologues des 20% les plus aisés (10,8%).

Figure 25 : Part des ménages ayant déclaré avoir réduit le niveau global des dépenses des produits de base pour cause de manque de moyens financiers



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Par type de produits, le manque de moyens financiers est plus cité par les ménages pour les fruits, les viandes rouges et les viandes blanches. Ainsi, près du tiers (31,2%) des ménages avec enfants ont évoqué le manque de moyens pour cause de réduction des dépenses allouées aux fruits, contre 19,3% pour les ménages sans enfants. Ces proportions s'élèvent respectivement à 25,5% et 17,8% pour les viandes rouges et à 20,6% et 14,0% pour les viandes blanches. Les ménages ruraux avec enfants (avec respectivement, 34,0%, 27,7% et 25,5%) et les ménages des 20% les moins aisés (37,8%, 29,1% et 26,9%) sont les plus enclins à déclarer le manque de moyens financiers pour cause de réduction des dépenses allouées à ces produits.

5.3 Impacts du confinement sur l'accès des enfants aux soins de santé

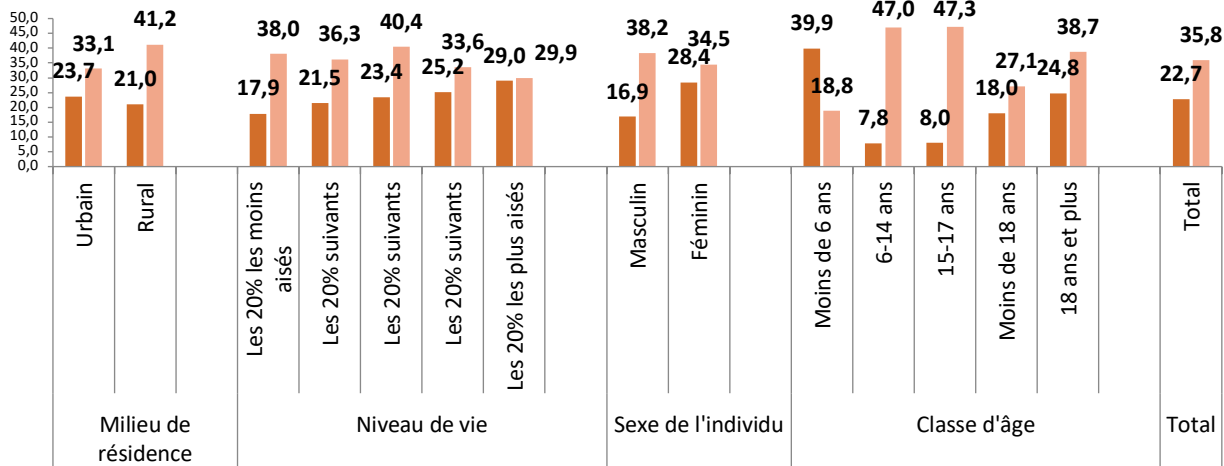
Le confinement sanitaire a entravé l'accès de la population aux soins de santé

Les résultats de l'enquête ont révélé que les ménages marocains ont dû renoncer aux soins de santé nécessaires pendant le confinement sanitaire. Dans l'ensemble, sur les 22,7% de la population marocaine ayant nécessité un suivi médical, tous services confondus, durant le confinement sanitaire, 35,9% n'ont pas pu accéder à ces services, les ruraux (41,2%) plus que les citadins (33,1%), les hommes (38,2%) plus que les femmes (34,5%), les 20% intermédiaires (40,4%) plus que les 20% les plus aisés (29,9%).

En ce qui concerne la population infantile, le non-accès aux services médicaux est plus prononcé parmi les enfants de 6-17, avec un pourcentage de

47,1%, alors qu'il est à son niveau le plus bas parmi les enfants de moins de 6 ans (18,8%).

Figure 26 : Part de la population ayant nécessité un suivi médical pendant le confinement et taux de non accès aux services de santé de base

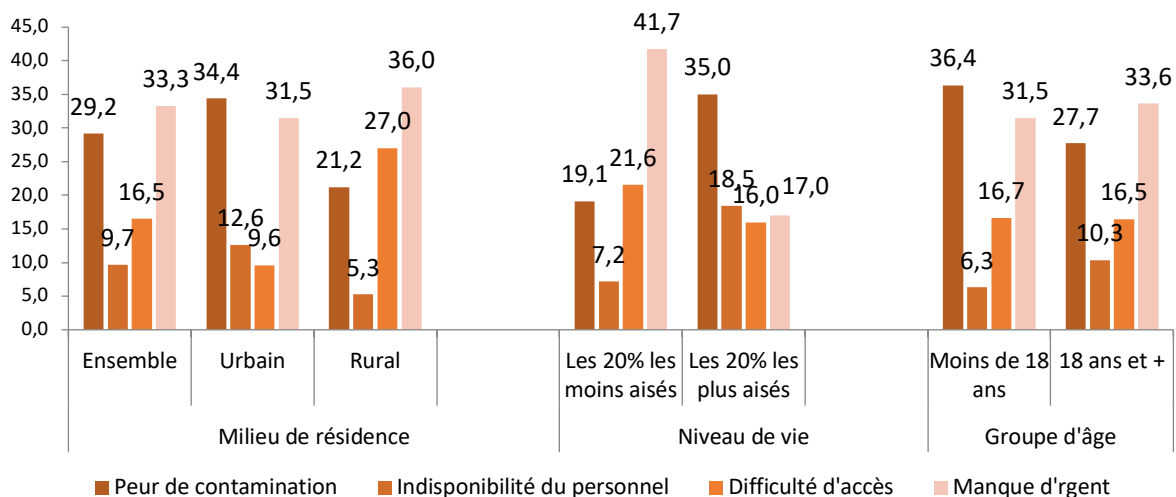


Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Avec un pourcentage de 36,4%, la peur de contamination du virus COVID-19 est la principale raison de non accès aux services de santé durant la période de confinement, pour les ménages avec enfants, suivi par, le manque de moyens financiers avec 31,5% et par les difficultés d'accès (indisponibilité de moyens de transport et éloignement) avec 16,7%. En dernier lieu l'indisponibilité du personnel soignant en cette période est citée par 6,3%

Outre le groupe d'âge, les raisons de non accès de la population aux différents services de santé diffèrent selon le milieu de résidence et le niveau de vie des ménages. Le manque de moyens intervient comme principale raison pour les ruraux (36,0%) et les 20% les moins aisés (41,7%), alors que la peur de contamination est évoquée par les citadins (34,4%) et les 20% les plus aisés (35,0%). L'indisponibilité du personnel est également plus citée parmi les 20% les plus aisés (18,5%) et les citadins (12,6%).

Figure 27 : Raisons du non accès aux services de santé selon le milieu de résidence, le niveau de vie et le groupe d'âge

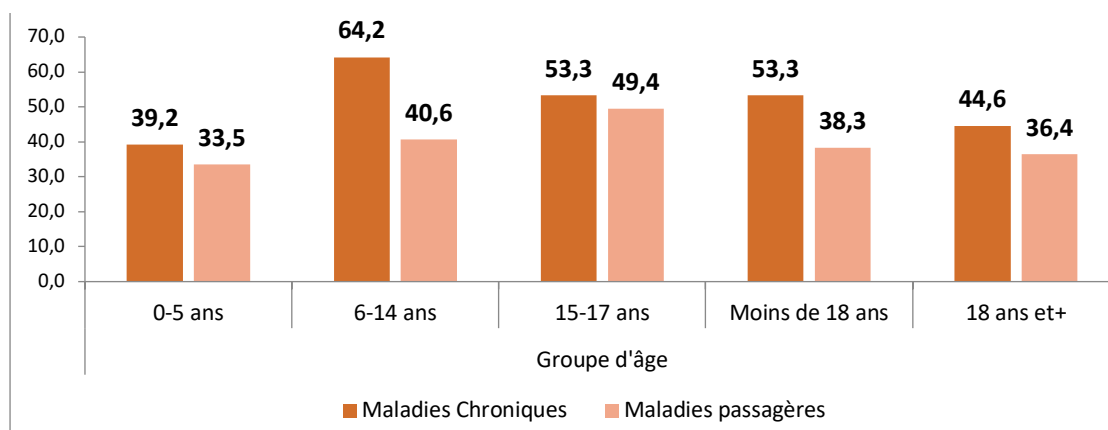


Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Par nature des services, et sur les 11,1% de la population marocaine ayant nécessité un suivi médical pour les maladies chroniques, 45,2% n'ont pas eu accès à ces services, les ruraux (53,2%) plus que les citadins (41,3%), les 20% les moins aisés (48,0%) plus que les 20% les plus aisés (36,8%) et les enfants de moins de 18 ans (53,3%) plus que les adultes (44,6%). Selon la classe d'âge des enfants, cette proportion est plus élevée parmi ceux âgés de 6-14 ans (64,2%) que parmi ceux 6 ans (39,2%) ou parmi ceux de 15-17 ans (53,3%).

En ce qui concerne les maladies passagères, l'accès est également différencié selon le milieu de résidence, le niveau de vie, le sexe et le groupe d'âge. Parmi les personnes ayant nécessité un suivi médical pour ces maladies (10,1%), 36,8% n'ont pas pu accéder à ces services, les ruraux (45,9%) plus que les citadins (32,8%), les hommes (40,3%) plus que les femmes (34,5%), les 20% les moins aisés (46,9%) plus que les 20% les plus aisés (25,9%) et les adolescents (49,4%) plus que les enfants de moins de 15 ans (36,9%) et les adultes (36,4%).

Figure 28 : Taux du non accès aux services de santé pour les maladies chroniques et les maladies passagères



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Les services de santé maternelle et de santé reproductive sont relativement plus accessibles par les personnes qui en avaient besoin pendant la période de confinement. Un peu plus du quart (26,2%) des femmes ayant nécessité des services de santé maternelle n'ont pas pu y accéder et seulement 20,8% pour les services de santé reproductive. Ces pourcentages sont plus élevés en milieu rural (32,8% et 26,7% respectivement) qu'en milieu urbain (21,8% et 17,3%).

Par rapport aux résultats du premier passage de l'enquête, le non recours aux services de santé maternelle et reproductive, s'est nettement réduit, surtout pour la santé reproductive. C'est ainsi que le non recours a reculé de 13 points de pourcentage entre les deux passages passant de 33,8% lors du premier passage à 20,8% pour le deuxième passage. Pour le non recours aux services de santé maternelle, il a atteint 29,8% lors du premier passage contre 26,2% lors du deuxième passage, soit une baisse de 3,6 points de pourcentage.

Tableau 8 : Taux de non accès aux services de santé maternelle et reproductive

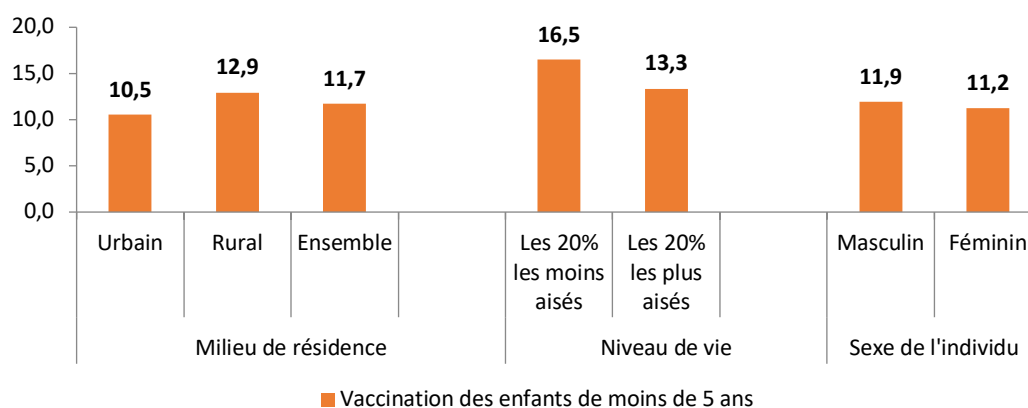
	Santé maternelle	Santé reproductive
Milieu de résidence		
Urbain	21,8	17,3
Rural	32,8	26,7
Niveau de vie		
Les 20% les moins aisés	26,3	22,5
Les 20% suivants	24,3	20,9
Les 20% suivants	33,0	19,8
Les 20% suivants	25,6	22,2
Les 20% les plus aisés	22,0	17,0
Ensemble	26,2	20,8

Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

La couverture vaccinale des enfants a été également impactée par le confinement sanitaire au Maroc. Sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans ayant nécessité, en période de confinement, un service de vaccination, 11,7% n'en ont pas bénéficié, les ruraux (12,9%) légèrement plus que les citadins (10,5%) et ceux relevant des 20% les moins aisés (16,7%) plus que ceux des 20% les plus aisés (13,3%).

Une nette amélioration s'est également produite entre les deux passages de l'enquête, le taux de non recours aux services de vaccination a concerné plus du tiers (35,8%) des enfants ayant nécessité des services de vaccination à seulement 11,7% lors du deuxième passage.

Figure 29 : Taux de non accès à la vaccination des enfants de moins de 5 ans



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Quant aux raisons de non accès aux différents services de santé, le manque de moyens et la peur de contamination au virus sont les plus cités et ce quel que soit le service de santé sollicité. Le manque d'argent est la principale raison évoquée dans les cas de maladies chroniques (34,3%) et de maladies passagères (35,7%).

Quant à la peur de la contamination au virus, elle est plus citée dans les cas des services de santé reproductive (35,6%) et les services de vaccination des enfants (50,1%). Les difficultés d'accès liées au manque de moyens de transport et d'éloignement géographique apparaissent comme raisons non négligeables pour les services de santé maternelle (26,6%) et pour les services de vaccination des enfants (24,2%).

A photograph of two young children, a boy and a girl, sitting on the floor and playing with colorful plastic building blocks. The boy is on the left, wearing a light-colored shirt, and is holding a pink block. The girl is on the right, wearing a light green shirt, and is reaching for a yellow block. The background is a soft, warm orange color. The text "5. Conditions de vie des enfants dans le contexte de confinement" is overlaid in white on the image.

5. Conditions de vie des enfants dans le contexte de confinement

La pandémie COVID-19 et le confinement sanitaire ont eu un impact négatif sur les conditions de vie des ménages, l'emploi, le respect des engagements financiers, etc. Cet impact a touché davantage les ménages ayant parmi leurs membres les enfants de moins de 18 ans.

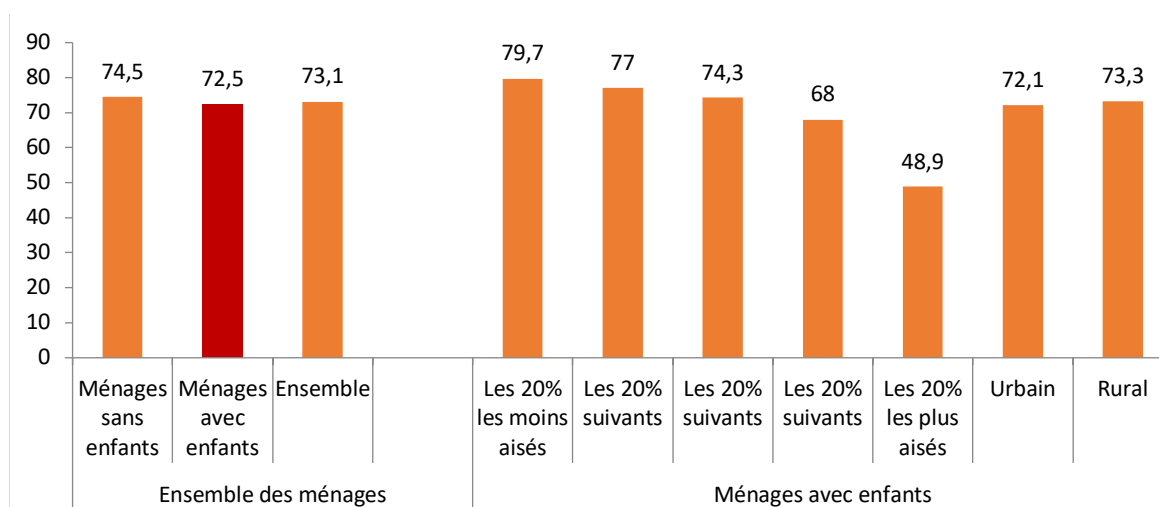
6.1. Arrêt du travail et transferts sociaux

En termes d'arrêt du travail d'un membre de ménage, les données de l'enquête ont révélé que 72,5% des ménages marocains avec enfants

ont eu parmi leurs membres un actif occupé qui a été contraint d'arrêter de travailler au temps de confinement, contre 74,5% parmi les ménages sans enfants.

L'arrêt de l'activité d'au moins un membre de ménage avec enfants au temps de confinement était plus marqué parmi ceux des 20% les plus défavorisés que parmi les ménages des 20% les plus aisés, soit respectivement un pourcentage de 77,9% et 48,9%. Selon le milieu de résidence, ce pourcentage atteint 72,1% parmi les citadins et 73,3% parmi les ruraux.

Figure 30 : Part des ménages ayant au moins un actif occupé qui a arrêté l'activité au temps de confinement sanitaire

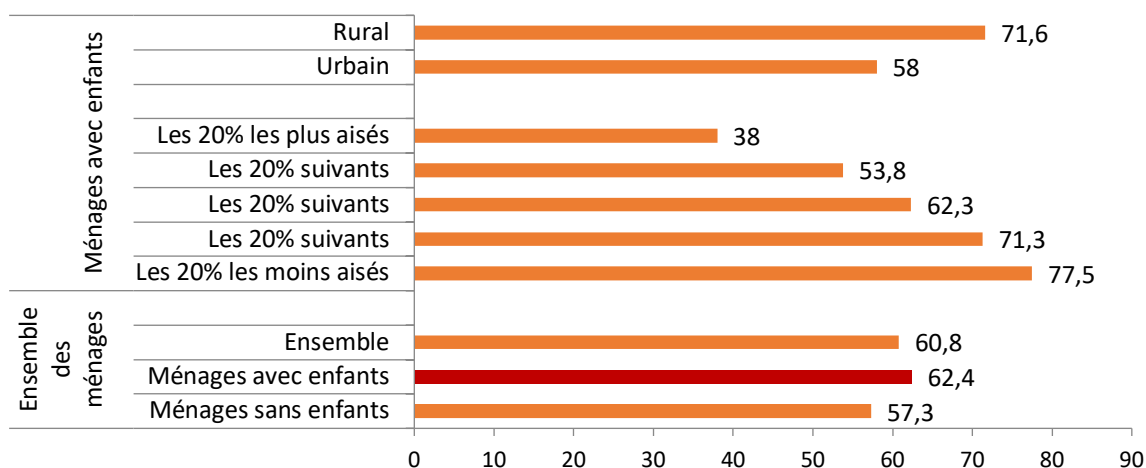


Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Le temps d'arrêt de l'activité au temps de confinement a duré beaucoup plus dans les ménages avec enfants que dans les ménages sans enfants. Plus de la moitié (50,5%) des ménages avec enfants n'ont pas de membres en arrêt d'activité qui ont repris leur travail, contre 45,2% pour les ménages sans enfants. Cette proportion est plus élevée parmi les ménages avec enfants citadins (51,7%) que parmi leurs homologues ruraux (48,2%).

Dans un autre côté, le maintien de l'activité durant la période de confinement a été accompagnée dans la majorité des cas par une baisse des revenus plus ressentie parmi les ménages avec enfants que ceux sans enfants. En effet, 62,4% des ménages avec enfants ont vu les revenus de leurs membres actifs occupés baisser pour plus de la moitié, contre 57,3% pour les ménages sans enfants. Ce pourcentage est plus élevé parmi les ménages ruraux avec enfants (71,6%) que parmi leurs homologues citadins (58,0%), et parmi les ménages relevant des 20% les moins aisés (77,5%) que parmi ceux des 20% les plus aisés (38,0%).

Figure 31 : Part des ménages dont la baisse des revenus a concerné plus de la moitié des actifs occupés

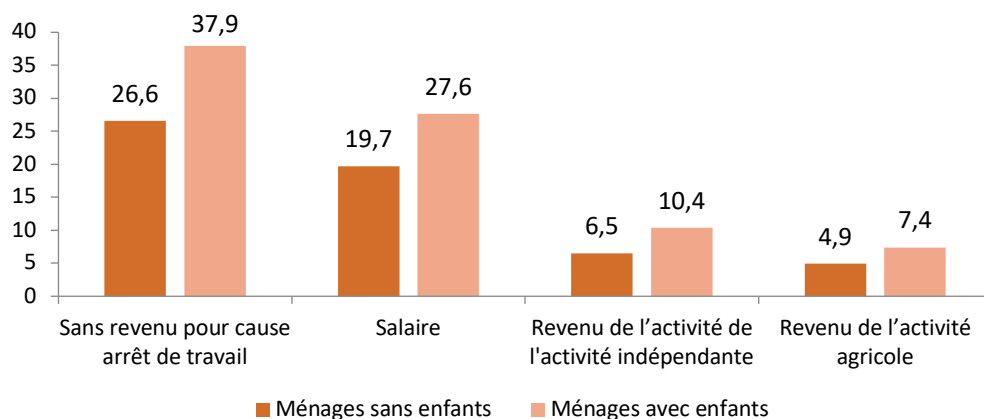


Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

L'arrêt de travail des actifs occupés et la baisse des revenus au temps de confinement ont modifié la structure des sources de revenus des ménages en général, et ceux avec enfants, en particulier. En effet, un peu plus d'un chef de ménage avec enfants sur trois (37,9%) déclare n'avoir aucune source de revenus depuis l'arrêt des activités des membres de ménage suite au confinement. Cette proportion n'est que de 26,6% pour les ménages sans enfants.

Quant aux autres sources de revenus, le salarial est considéré comme la principale source pour 27,6% des ménages avec enfants, contre 19,7% pour les ménages sans enfants. Le revenu des activités indépendante constitue la principale source pour 10,4% des ménages avec enfants et 6,5% pour ceux sans enfants.

Figure 32 : Principales sources de revenus des ménages avec enfants au moment de l'enquête

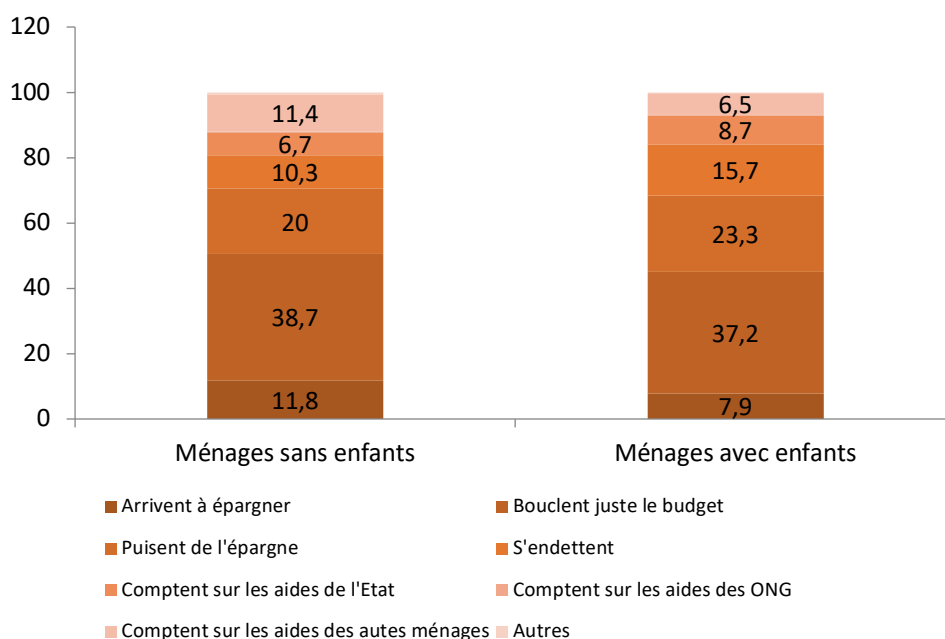


Source : HCP – 1^{er} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Par rapport à la situation financière des ménages, 37,7% des chefs des ménages déclarent que leurs revenus couvrent juste leurs dépenses, 37,2% pour les ménages avec enfants et 38,7% pour les ménages sans enfants, 22,1% puisent dans leurs épargnes (23,3% pour les ménages avec enfants et 20,0% pour les ménages sans enfants) et 13,8%

déclarent s'endetter pour financer leurs dépenses en cette période. L'endettement a été plus prononcé par les ménages avec enfants (15,7%) que parmi les ménages sans enfants (10,2%), ce qui atteste que les ménages avec enfants ont vécu des situations financières difficiles au moment de confinement.

Figure 33 : Situation financière des ménages au temps de confinement



Source : HCP – 1^{er} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Il ressort de l'analyse de la situation de l'emploi durant la période de confinement que pratiquement tous les ménages ont été touchés par la pandémie COVID-19 et par le confinement sanitaire, mais de façon différenciée. Ce sont les ménages avec enfants qui ont été le plus touchés par cette pandémie.

6.2. L'aide publique aux ménages en difficulté est un amortisseur du choc de la pandémie COVID-19 surtout pour les ménages avec enfants

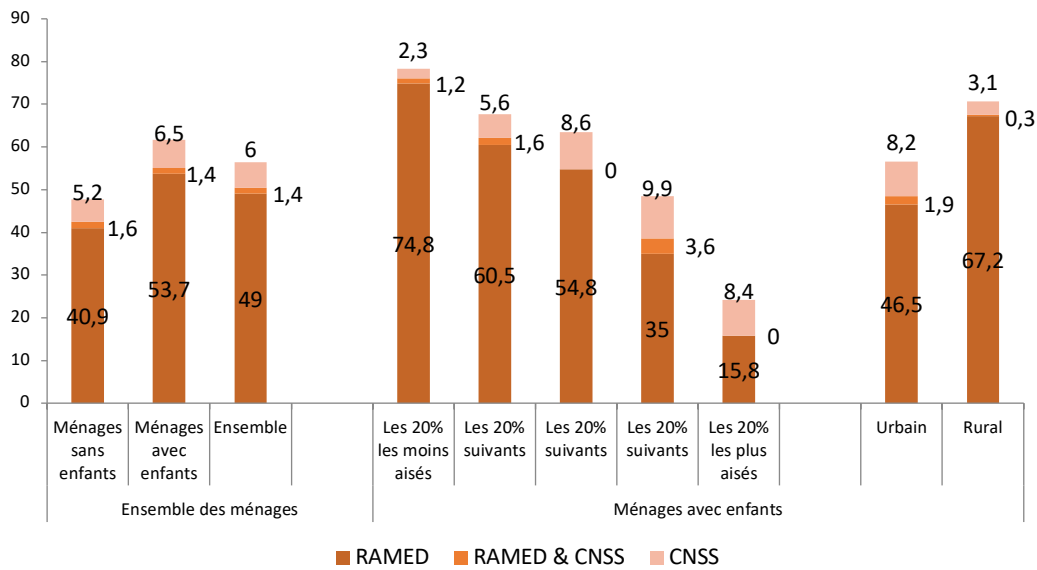
Pour faire face aux effets négatifs de la pandémie COVID-19, l'Etat a mis en place des programmes d'aide destinés aux personnes ayant perdu de l'emploi dans le secteur privé formel à travers la CNSS et dans le secteur informel à travers le programme RAMED et la plateforme Taddamon COVID-19.

La structure des ménages selon le bénéfice de l'aide publique montre que les ménages avec enfants ont plus profité de cette aide (62%) que les ménages sans enfants (48%).

Selon la source de l'aide, 55,0% des ménages avec enfants déclarent avoir bénéficié de l'aide dans le cadre du programme RAMED et Taddamon-COVID-19, contre seulement 8,0% dans le cadre d'appui aux salariés du secteur formel à travers la CNSS. Ces pourcentages s'élèvent respectivement à 42,5% et 6,8% pour les ménages sans enfants.

La part des ménages avec enfants ayant bénéficié de l'aide publique est largement différenciée selon le milieu de résidence et selon le niveau de vie. Elle s'élève à 71% parmi les ménages ruraux contre 57,0% pour les ménages citadins.

Figure 34 : Part des ménages ayant bénéficié de l'aide publique selon la source



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Selon le niveau de vie, les ménages avec enfants relevant des 20% les moins aisés sont ceux qui ont bénéficié de l'aide publique dans le cadre d'appui aux ménages en difficulté pour faire face aux effets négatifs de la pandémie COVID-19 que les ménages les plus aisés, soit respectivement 78,0% et 24,0%.

Ces aides proviennent principalement du programme d'appui aux salariés relevant du secteur d'informel à travers le programme RAMED et Taddamon-COVID-19, et le sont davantage pour les ménages ruraux (96%) et les ménages les moins aisés (97%) que pour les ménages citadins (85%) et les ménages les plus aisés (65%).

6.3. La solidarité sociale a contribué également à atténuer les effets de la crise de la Pandémie COVID-19 sur les ménages

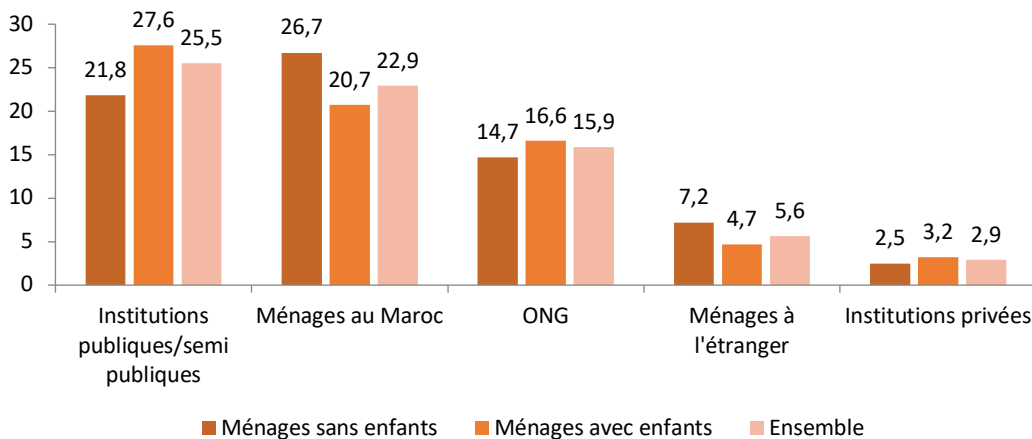
Outre les transferts de l'Etat, les ménages marocains ont également bénéficié d'autres transferts, il s'agit

de la solidarité sociale (transferts d'autres ménages au Maroc), des transferts des Marocains résidant à l'étranger, des ONG, des institutions publiques et semi-publiques et des institutions privées.

Les ménages avec enfants ont bénéficié davantage des ONG et des transferts des institutions publiques que les ménages sans enfants, soit respectivement 17,0% et 15,0% pour les transferts des ONG et 28,0% et 22,0% pour ceux des institutions publiques.

S'agissant des transferts provenant d'autres ménages au Maroc et des transferts des marocains résidant à l'étranger, les ménages sans enfants en ont bénéficié plus que les ménages avec enfants. Pour les transferts de la solidarité sociale, 27,0% des ménages sans enfants en ont bénéficié contre 21,0% pour les ménages avec enfants. Ces pourcentages s'élèvent respectivement à 7,2% et 4,7% pour les transferts des marocains résidant à l'étranger.

Figure 35 : Part des ménages ayant bénéficié d'autres transferts

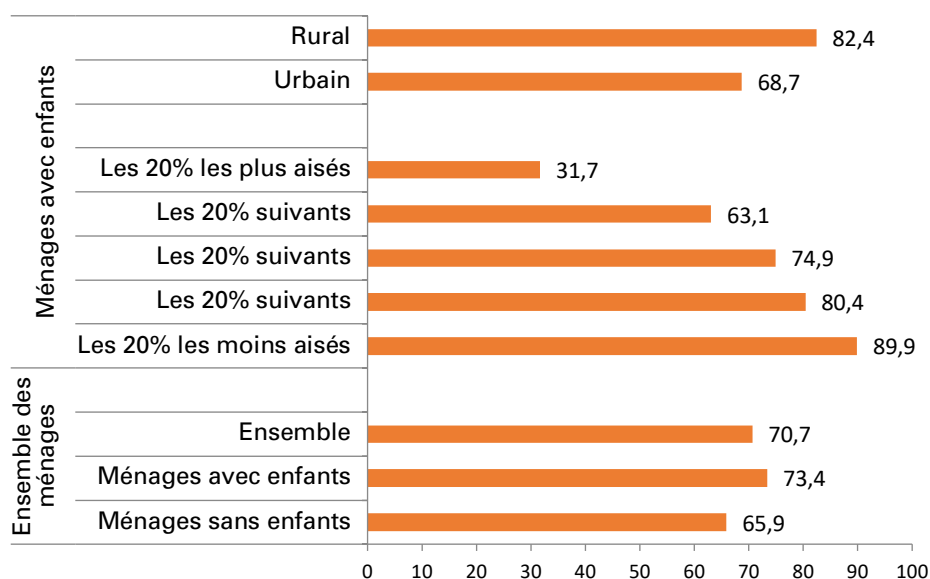


Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

En somme, 73,4% des ménages marocains avec enfants ont bénéficié des filets de sécurité sociale (transferts de toute nature) depuis le confinement sanitaire décrété au Maroc, contre 66,0% pour les ménages sans enfants. Les ménages ruraux avec enfants ont davantage bénéficié d'au moins un transfert que leurs homologues citadins, soit respectivement 82,4% et 68,7%. Selon le

niveau de vie, 90,0% des 20% des ménages plus défavorisés ont reçu des transferts de toute nature en période de confinement sanitaire pour faire face aux effets négatifs de la pandémie COVID-19, contre seulement 31,7% pour les ménages des 20% les plus aisés.

Figure 36 : Part des ménages ayant reçu des transferts de toute nature selon le milieu de résidence et le niveau de vie



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

6.4. Respect des engagements financiers au cours et au lendemain du confinement

Les engagements financiers des ménages ont été peu honorés en période de confinement

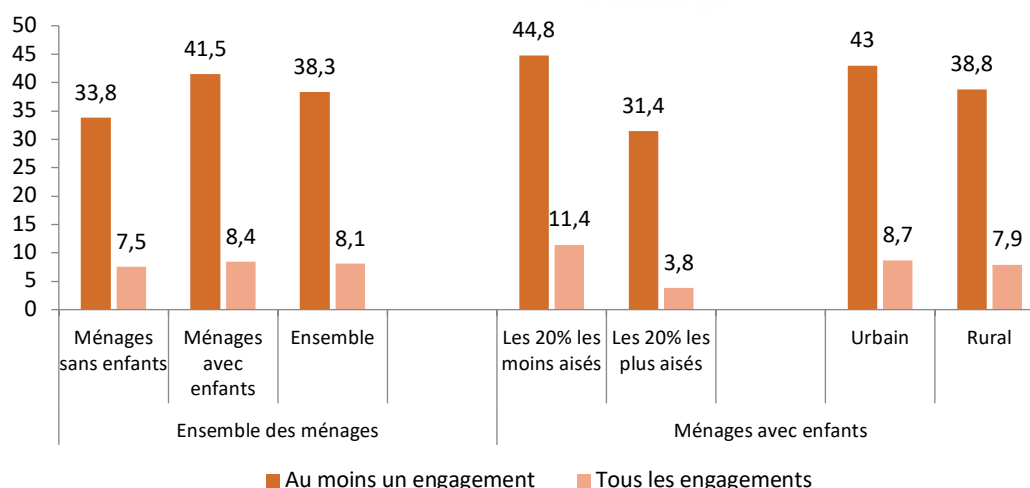
Interrogés sur les engagements financiers (loyer, crédit logement, crédit à la consommation, frais des soins médicaux, frais de scolarité, facture d'eau et d'électricité et les crédits auprès des épiciers), les ménages marocains ont généralement éprouvé des difficultés à respecter les échéances de ces engagements.

Selon les données de l'enquête, 41,5% des ménages avec enfants ont déclaré être incapables de respecter au moins un de leurs engagements financiers en période de confinement. Cette proportion atteint 38,3% au niveau de tous les ménages marocains et 33,8% pour ceux qui n'ont pas d'enfants parmi leurs membres.

Selon le milieu de résidence, et de par le nombre élevé d'engagements dans le milieu urbain, les ménages avec enfants citadins sont les plus enclins à ne pas respecter au moins un de leurs engagements financiers (43,0%) que leurs homologues ruraux (38,8%). Cette proportion est plus élevée parmi les ménages des 20% les moins aisés (44,8%) que parmi les ménages des 20% les plus aisés (31,4%).

Quant à l'incapacité totale aux différents engagements, elle concerne 8,1% de l'ensemble des ménages marocains, 8,4% des ménages avec enfants et 7,5% des ménages sans enfants. Cette proportion s'élève à 8,7% parmi les ménages avec enfants citadins contre 7,9% parmi leurs homologues ruraux, et à 11,4% des ménages avec enfants des 20% plus défavorisés contre 3,8% des ménages des 20% les plus aisés.

Figure 37 : Part des ménages ayant déclaré avoir été incapables de respecter leurs engagements en période de confinement

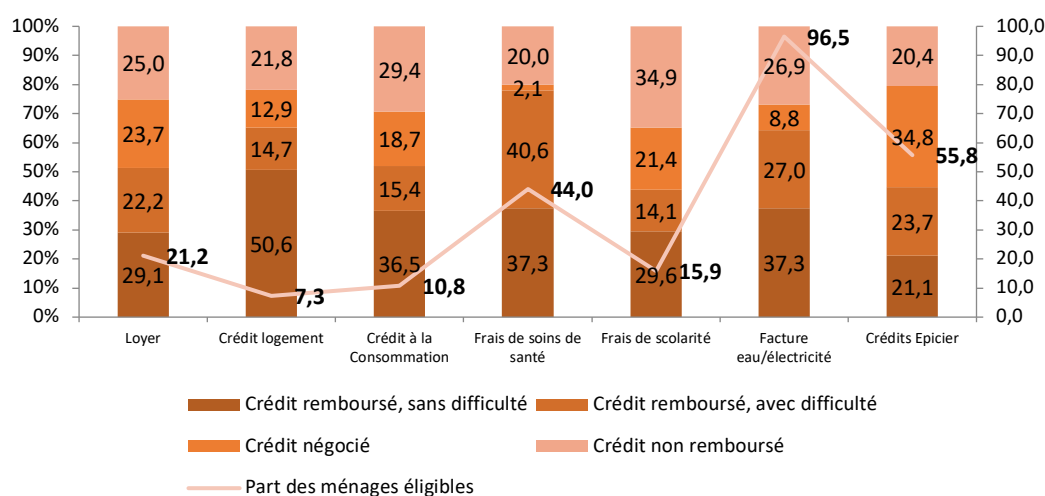


Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Par type d'engagement, sur les 10,8% des ménages avec enfants ayant contracté un crédit à la consommation, 36,5% ont réussi à respecter leurs échéances sans difficulté, 15,4% avec difficulté, 18,7% sont arrivés à un arrangement avec l'organisme prêteur et 29,4% étaient incapables de payer leurs traites. Ces proportions sont respectivement de 40,6%, 17,9%, 15,6% et 25,8% pour les ménages sans enfants.

Parmi les 16,0% des ménages avec enfants ayant des membres scolarisés dans le secteur privé, 34,9% ont été incapables de payer les frais de scolarité de leurs enfants en période de confinement, 21,4% sont arrivés à un compromis avec les établissements scolaires, alors que 43,7% ont pu payer ces frais dont 29,6% sans difficulté.

Figure 38 : Niveau de respect des ménages avec enfants de leurs crédits et engagements financiers en période de confinement



Source : HCP – 2^{ème} Panel – Enquête Ménages COVID-19

Parmi les 7,3% des ménages avec enfants (5,8% pour les ménages sans enfants) ayant un crédit bancaire pour l'acquisition de logement, 50,6% (56,2%) ont payé leurs traites, sans difficulté, 14,7% (15,4%) avec difficulté, 12,9% (7,2%) ont négocié le report de leurs échéances et 21,8% (21,2%) n'ont pas pu respecter leurs engagements.

S'agissant du loyer, un ménage locataire avec enfants sur quatre n'ont pas pu payer le loyer durant la période de confinement, 23,7% ont réussi à négocier avec les propriétaires le rééchelonnement de leurs dettes et 51,1% ont pu s'acquitter de leurs redevances durant cette période dont 29,1% sans difficulté.

Pour les autres engagements, 20,0% des ménages avec enfants concernés par des consultations, des suivis médicaux ou des traitements réguliers (44,0%) n'ont pas pu couvrir leurs frais, 40,6% les ont payés avec difficulté et 2,1% ont pu trouver un compromis avec les prestataires concernés.

Finalement, sur l'ensemble des ménages avec enfants ayant des dettes envers les épiciers de proximité, 34,8% ont réussi à obtenir des facilités de paiement, 44,8% les ont payées dont 21,1% sans difficulté et 20,4% n'ont pas pu les respecter. Ces proportions sont respectivement de 32,1%, 49,7%, 30,1% et 18,2% pour les ménages sans enfants.



Conclusion

Au Maroc, comme partout dans le monde, la pandémie COVID-19 a bouleversé la vie des enfants et de leurs familles. En effet, comme le montre les résultats de l'enquête du HCP, les systèmes de santé ont souffert, mettant à mal l'accès des enfants et leurs mamans aux soins de santé de base comme la vaccination et les consultations prénatales et postnatales. Également, l'accès et la continuité de la scolarisation à distance, mis en place par les pouvoirs publics, ont été aussi impactés négativement et de façon plus accentuée après la décision de l'annulation ou du report des examens pour certains niveaux scolaires. En plus, des difficultés importantes d'assimilation des cours à la maison ont été notées, notamment en milieu rural et pour le niveau préscolaire où les parents ne sont pas préparés pour accompagner leurs enfants. Par ailleurs, la fermeture de plusieurs entreprises et l'arrêt d'activité de nombreux travailleurs du secteur formel et informel a laissé beaucoup de familles sans revenus handicapant ainsi leurs capacités à subvenir à leurs besoins essentiels.

Face à cette situation, les pouvoirs publics ont mis en place plusieurs réponses pour atténuer les impacts négatifs de cette crise de la pandémie COVID-19, y compris des aides monétaires en faveur de millions de familles, permettant de faciliter aux enfants et leurs familles l'accès aux services sociaux de base afin que ces enfants soient en bonne santé et puissent apprendre à l'abri de la maladie et reçoivent les meilleurs conseils et orientations pour se protéger eux-mêmes ainsi que leurs parents.

La conduite de cette enquête a confirmé que les données probantes, produites à temps, jouent un rôle primordial dans nos sociétés, notamment en temps de crise humanitaire comme celle de la COVID-19. En effet, la collaboration entre le HCP et l'UNICEF a permis de produire et d'analyser des données pertinentes et à les utiliser pour le développement des enfants. Elles vont continuer à servir pour ajuster et adapter les réponses à la COVID-19 et à mieux appréhender le futur.

Malheureusement, la situation de la pandémie COVID-19 continue à être problématique au Maroc et ailleurs. A cet égard, la production des statistiques sur son impact doit continuer pour renforcer le processus d'éclairage nécessaire à la prise des décisions par les pouvoirs publics en faveur des enfants, de leurs familles et de toutes les autres catégories de la population. L'enquête du HCP, et sa méthodologie de collecte de données à distance, s'inscrit dans la mise au point de nouvelles approches novatrices et plus appropriées pour continuer la production des statistiques et des données indispensables à l'orientation des réponses à la situation de la COVID-19 et à toutes autres crises similaires éventuellement.

Haut Commissariat au Plan du Maroc

Ilot 31-3, secteur 16, HAY RIAD,
RABAT – MAROC, BP : 178 – 10001
Tél. : +212(0)5 37 57 69 00
email : contact@hcp.ma/
statguichet@hcp.ma

WWW.HCP.MA